

Nouvelle Époque

"Une idée devient une force lorsqu'elle s'empare des masses"



P.8

N° 8 - mars/avril 2023 - 2 €

nouvelleepoque.fr

LUTTONS DE
TOUTES NOS FORCES

ON A RAISON DE SE RÉVOLTER !



LES RÉVOLUTIONNAIRES,
LA RÉVOLUTION ET
LES UNIVERSITÉS



P.26

LA RÉFORME
ET LA GUERRE



P.20

LE CONTEXTE D'UNE
NOUVELLE ATTAQUE

NAISSANCE DU COMITÉ FÉMININ POPULAIRE P.16

L'éditorial



LE MOMENT EST VENU DE S'ORGANISER !

Une dichotomie de plus en plus étouffante frappe le pays qui a vu tant de grandes révoltes populaires. Une dichotomie entre le sentiment de révolte d'une partie de plus en plus importante de la population et la réponse des institutions censées l'organiser, principalement les syndicats et partis politiques. L'actuel mouvement contre la réforme des retraites est l'incarnation même de cette contradiction.

Nous savons que la France est un des pays impérialistes les plus combattifs : la révolte n'est pas quelque chose d'étranger, elle est ancrée nationalement. Les Gilets Jaunes ou les révoltes des banlieues de 2005 sont l'expression la plus récente de ces émotions qui savent embraser le pays et qui remontent au malentendu de 1789. La comparaison avec les manifestations du début du mouvement qui sont si calmes, si conformes, qui ne dépassent pas d'un iota le cadre bourgeois, est troublante. Clairement, ces manifestations font partie du passé, elles sont déjà remises au musée de l'avant-crise. Tout le monde en a conscience, du collègue de l'atelier aux maîtres à l'Elysée, sinon pourquoi achèteraient-ils en si grande quantité des instruments pour nous réprimer ? La forme de ces manifestations, la marche dominicale, reflète le fond de l'affaire, celle d'une mécanique bien huilée entre la "contestation sociale" et l'État omnipotent. Macron l'a dit : il ne cédera pas, et s'il cède cela sera à moitié

pour y revenir très vite. C'est donc le rapport de force que notre classe doit imposer. Seulement, en face, les syndicats rêvent depuis 40 ans d'un trade-unionisme à l'Allemande, sachant que de toute manière la crise vient d'annihiler cette possibilité. Tout le monde l'a compris, surtout dans la base syndicale où la colère oscille avec le découragement.

Cette situation déconnectée de la situation matérielle du pays, c'est-à-dire l'augmentation de la misère, de la destruction de nos droits de civilisation, de la crise climatique et bien sur la marche à la guerre dans laquelle nos impérialistes nationaux veulent nous amener, arrive à un point de contradiction qui va devenir antagonique entre les directions opportunistes et le déroulement de la lutte des classes.

Qu'on se le dise : la grande peur des partis politiques de "gauche" opportunistes et des directions syndicales est que le mouvement social sorte du cadre et devienne politique. Tous les corps intermédiaires entre le prolétariat, les classes populaires et l'État - dont font partie les "partis de gauche" et les syndicats -, servent exactement à cela : à contenir, à encadrer la lutte des classes pour éviter qu'elle aille sur le terrain du Politique. Par Politique, nous entendons la lutte pour savoir qui va diriger la société, la lutte pour le pouvoir, qui se concentre dans la question de l'État. Comme nous l'avons expliqué dans le n° 7 de Nouvelle Époque dans l'article *La ligne syndicale classiste*, les syndicats d'aujourd'hui sont le reflet du niveau de la lutte des classes, mais surtout de la non-organisation du prolétariat dans un parti représentant son intérêt vital, c'est-à-





dire la conquête du pouvoir. Les "partis de gauche" sont, eux, la gauche du "parti unique" qui siège à l'Assemblée Nationale, dont le critère commun est l'acceptation et la défense du cadre bourgeois. Ce sont les relais et le reflet de la corruption bourgeoise dans le prolétariat. La tentative de coup de force de la France Insoumise, tentant de récupérer le mouvement de grève en organisant un pseudo mouvement social en parallèle, et qui plus est de l'extérieur, est la quintessence de cette corruption, de cet opportunisme. Quoi de plus bas que d'utiliser le mouvement social actuel pour gagner quelques places dans une Assemblée où tout le monde sait (dont les propres députés LFI) que le pouvoir ne réside pas là. L'interpénétration de plus en plus forte entre le capital et l'État fait qu'aujourd'hui aucune politique un tant soit peu de gauche n'est possible dans ce cadre. En revanche, maintenir ce mirage ne fait que légitimer la destruction du pays issu de la Résistance.

Si nous y regardons bien, le problème historique du prolétariat n'est pas le capitalisme, ni l'État, ni les flics, ni Macron, mais bien cette contradiction entre la nécessité de lutter pour la conquête du pouvoir (car sans cela on ne peut rien changer)

et ceux qui orientent et tentent de diriger le mouvement de la classe. Cette contradiction, qui est ressentie avec rage comme impuissance par les masses, va aller en s'antagonisant. Soyons clairs, cette contradiction ne peut être résolue qu'en s'organisant et en dépassant les vieux cadres poussiéreux. **La nécessité d'organiser la classe de manière autonome dans un parti servant véritablement les intérêts du plus grand nombre est la seule nécessité de notre époque.**

Pour paraphraser Lénine, en dehors de l'organisation tout n'est qu'illusion, car sans un État-major qui guide

la fraction la plus consciente de la classe ouvrière et des classes populaires, il n'y a aucune alternative. Ni les émeutes et l'auto-organisation des Gilets-jaunes, ni les nuits-debout et les ZAD, ni la spontanéité, ni le rêve de la grève générale, ne peuvent entamer le pouvoir. Ils peuvent et doivent servir dans un processus plus large, qui passe en premier par la nécessité de nous organiser politiquement et consciemment. A force de trahisons, nous avons perdu le sens de l'organisation politique, nous la prenons pour une contrainte - ou pire, pour un passe-temps -, alors que c'est une question vitale. Il y a concrètement une autoroute entre l'opportunisme poisseux de la vieille gauche parlementaire et le gauchisme en pleine décadence pour reconstituer avec patience et détermination l'instrument de notre émancipation. Nouvelle Époque participe à cette tâche avec ardeur en relayant celles et ceux qui ont décidé que s'organiser était la nécessité de l'Époque. Sautez le pas, nous vous attendons. ■

Le Comité de Rédaction de Nouvelle Époque

SOMMAIRE

Lutte des classes

En Lutte ! (p. 4)

Faut-il défendre le système de retraites par répartition ? (p. 6)

L'opportunisme, l'ennemi de nos luttes (p. 8)

Développons les Comités Populaires (CPES), garants de la victoire ! (p. 10)

Brèves de presse (p. 12)

La sécheresse et l'anarchie de la production (p. 13)

Mouvement des femmes

Affaire Quatennens : opportunisme et féminisme (p. 14)

Fondation du Comité Féminin Populaire (CFP) : les femmes du peuple relèvent le drapeau rouge ! (p. 16)

L'impérialisme et ses guerres

La réforme et la guerre : le contexte d'une nouvelle attaque contre nos droits (p. 20)

Quelle est la position juste face à la guerre en Ukraine ? (p. 22)

Vers la Révolution

51 ans après, Pierre Overney vit dans nos luttes ! (p. 24)

Les révolutionnaires, la Révolution et les universités (p. 26)

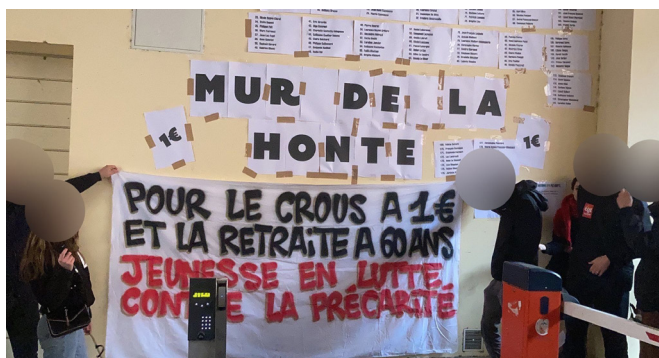
International

Nouvelles internationales (p. 28)

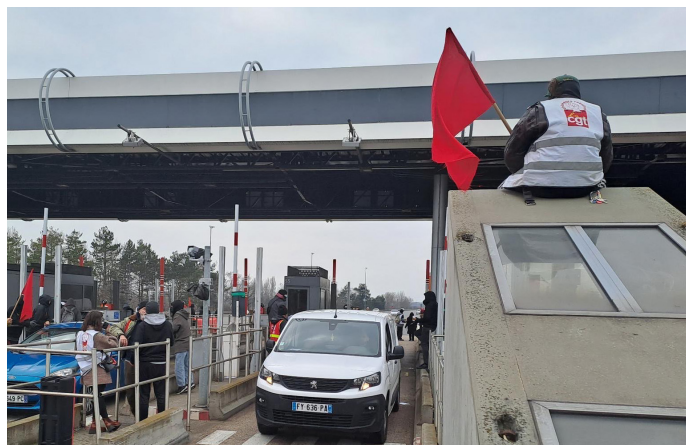
EN LUTTE !



Lyon : les membres de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) sont mobilisés à fond depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites pour faire entendre une voix-combative et anti-opportuniste au sein de celui-ci. De nombreuses actions appelant à la mobilisation sont organisées en parallèle des manifestations, dans les quartiers prolétaires de la ville notamment.



A Toulouse et Grenoble, les activistes sont totalement impliqués dans les luttes au jour le jour, qui se développent dans de nombreux secteurs et s'organisent d'une manière de plus en plus déterminée.



A Saint-Etienne, plusieurs actions combatives ont été menées, comme un envahissement et blocage d'autoroute ainsi qu'une opération péage gratuit qui a duré plus d'1h30. Un cortège unitaire de la jeunesse est aussi organisé à chaque manifestation.



Les activistes de la LJR de Paris et sa banlieue ont participé à de nombreuses manifestations et organisé le blocage d'un lycée, en plus de plusieurs collages d'affiches et tracts.

Faut-il défendre le système de retraites par répartition ?



Réunion du Conseil National de la Résistance (CNR), Paris, octobre 1945

On entend souvent, lors de chaque réforme des retraites, cet argument massue : « *Il faut sauver notre régime de retraite par répartition* ». La majorité de la population est attachée à ce système, qui nous protège du travail quand nous sommes trop âgés, et permet de profiter de la vie pour les prolétaires qui y arrivent en bonne santé. Le système de retraite est en fait une partie d'un régime de sécurité sociale plus large, qui « *assure contre la maladie, la vieillesse, et le chômage* », selon les mots d'Ambroise Croizat. Toutes ces prestations sont, en fait, un salaire différé. Le patron nous paye notre salaire net qui nous sert à vivre « tout de suite », et cotise (via les cotisations du salaire brut et les cotisations patronales) pour le salaire qui nous servira « plus tard ».

Défendre notre système de retraite « par répartition », c'est presque devenu un lieu commun, jusqu'à une partie de la gauche dite « radicale », qui voit même la sécurité sociale – et le régime de retraite – comme un « déjà là » du socialisme futur ! Avant de voir en quoi cet argument est faux, en quoi il dépolitise complètement la question des retraites (alors que le rôle des révolutionnaires est avant tout de politiser et d'organiser les masses), revenons sur le contexte historique de création et de développement du système de sécurité sociale, avant de voir l'intérêt de défendre ce dernier et le rôle des révolutionnaires dans le mouvement en cours.

LA NAISSANCE DU SYSTÈME ACTUEL DE RETRAITES

Le père fondateur de la sécurité sociale, c'est Ambroise Croizat. Son histoire est de plus en plus revenue en force, en particulier dans les milieux syndicaux. C'est une figure forte pour de nombreux syndicalistes combattifs. En effet, c'est entre 1945 et 1947, à l'initiative du Parti Communiste (P.C.F.) qui agit dans le Conseil National de la Résistance (CNR), que naît cette sécurité sociale. Cette avancée, citation à l'appui, est présentée comme révolutionnaire par ceux qui parlent d'Ambroise Croizat.

Or, le système de retraite n'était pas aussi protecteur qu'aujourd'hui. La gauche parlait de « *l'antichambre de la mort* ». Et surtout, les masses étaient armées, organisées. Le P.C.F. était encore le Parti de la Résistance et la force motrice des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), le Parti avait construit autour de lui le Front National, les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité, avec sa propre armée, ses maquis... Le P.C.F., à ce moment-là, a encore pour lui le prestige de l'URSS et du Front Populaire. Bref : la bourgeoisie craint les masses et le Parti qui les dirige. Pourtant, ce Parti est déjà en train de basculer. La droite du Parti a déjà pris les commandes, et accepte le compromis avec une bourgeoisie affaiblie ; la bourgeoisie fasciste est renversée, et la bourgeoisie gaulliste n'a pas encore les appuis solides dans un territoire qu'elle vient de reprendre. En France, en Italie, les Partis Communistes reculent, refusent la révolution et se tournent vers la collaboration. En France, c'est la « *bataille pour la production* ».

Dans ce contexte de masses armées, organisées, en colère, dont le niveau de vie recule, il faut bien donner quelque chose, et pas seulement de maigres augmentations de salaire. Car ça ne suffit pas ! En 1947 et 1948, les « automnes rouges » voient éclater des situations insurrectionnelles. Mais la situation se redresse et l'expansion économique reprend. C'est dans ce cadre que le système de sécurité sociale est consolidé et qu'il devient un aspect du quotidien que les masses défendent avec acharnement.

LA DISPARITION DU PARTI ET LA NOUVELLE POLITIQUE IMPÉRIALISTE

Ensuite, c'est ce qu'on appelle les « Trente Glorieuses ». L'impérialisme profite à fond du pillage accru des richesses des pays opprimés. Grâce au pétrole, à l'intensification du transport de marchandises, le capitalisme conquiert tous les secteurs de la vie. L'expansion économique est forte. Dans le même temps, la situation mondiale devient révolutionnaire. Quand éclate la situation prérévolutionnaire de mai-juin 1968, c'est la Grande Ré-



Une affiche du CNR proclamant la Sécurité Sociale, 1945.

volution Culturelle Proletarienne (GRCP) en Chine, les Black Panthers et les mouvements révolutionnaires aux USA, c'est la victoire du Front de Libération Nationale (FLN) au Vietnam ; c'est l'Algérie indépendante, la période glorieuse de l'Irish Republican Army (IRA)... bref, la situation est instable.

La sécurité sociale se renforce devant un rapport de force favorable au prolétariat. Mais cela n'est possible que grâce à l'expansion économique et l'impérialisme : sans cela, il n'y aurait rien à donner aux masses. En 1981, avec l'élection de François Mitterrand, la bourgeoisie acte : il faut donner aux masses plus que des miettes, les recoller à l'électorat bourgeois. Car 30 ans de lutte de classe intense, malgré la destruction du Quartier Général de la Révolution qu'était le Parti Communiste : c'est beaucoup trop ! Et sans leur QG, les masses sont idéologiquement désarmées. Et acceptent. Beaucoup de syndiqués et de personnes de gauche vivent l'élection de Mitterrand comme une victoire. Certes, il y a des progrès sociaux : 39h, extension de droits sociaux, etc. Mais c'est aussi le début de la reconquête du salaire par la bourgeoisie.

RÉFORME OU RÉVOLUTION ?

Nous sommes aujourd'hui dans une forte accélération de cette tendance. Notre salaire doit baisser, car la bourgeoisie ne veut pas partager. Mais c'est encore plus vrai aujourd'hui, car l'impérialisme français est en crise mais aussi que nous arrivons aux limites physiques

de notre planète. Le « gâteau » ne parvient plus à s'étendre depuis la crise de 2008, et pourtant la richesse doit continuer à se concentrer pour que le système continue à survivre. L'immense part du Produit Intérieur Brut (PIB) dédiée à notre sécurité sociale est donc un objectif de choix pour baisser notre salaire et augmenter notre exploitation.

La retraite n'est donc pas un « déjà là ». C'est une concession du système impérialiste pour se stabiliser, et pour favoriser son développement. C'est une part de salaire « différé », que l'on touche « plus tard » dans la vie.

Certains théoriciens réformistes, à l'image du plus connu, Bernard Friot, considèrent que le système de retraite est un « déjà là » du système futur. Bien sûr, d'une certaine façon, notre système est un « déjà là » du système futur. Les grandes entreprises, les grands monopoles, n'attendent que d'être socialisés pour être mis au service du peuple (ou détruits dans certains cas). Certains aspects de l'Etat pourront être conservés sans être fondamentalement transformés. Mais cela n'a rien à voir avec le socialisme. Ici, Bernard Friot et les réformistes ont le même avis que les libéraux : l'Etat, c'est « *le socialisme* ». Nos théoriciens oublient que l'essence de l'Etat est d'être l'outil de la bourgeoisie. Quand ils en ont les moyens, ils donnent les miettes nécessaires au maintien de la paix sociale et à l'élargissement du marché. Quand, comme aujourd'hui, ils n'ont plus les moyens et doivent se militariser pour la guerre impérialiste à venir, l'Etat décide de reprendre ce qu'il a concédé.

Bien sûr, la richesse est présente, suffisante même pour toutes les revendications, même les plus irréalistes, des réformistes. Mais ces derniers croient-ils vraiment que la bourgeoisie, dans les conditions actuelles, offrira les 32h, le SMIC à 2000 €, la retraite à 60 ans et le salaire à vie simplement parce qu'on a bloqué le pays ? Croient-ils vraiment, alors que notre consommation de richesses (et particulièrement de pétrole) va inmanquablement baisser en raison de l'épuisement des ressources et du réchauffement climatique, que la bourgeoisie va rogner sévèrement sur son niveau de vie pendant que celui du peuple va augmenter ? Evidemment que non. Seule la peur de la Révolution lui fera lâcher des concessions importantes... et encore. Même mai 68, ce n'est finalement que 10 % de hausse générale des salaires... Sans peur du socialisme, la bourgeoisie ne lâchera aucune miette.

Dans le mouvement contre la réforme des retraites, il y a deux tendances. Ceux qui considèrent qu'il suffit d'un réformisme « dur », « revendicatif », d'un « blocage de l'économie », pour remettre sur les rails le « progrès social » (financé par le pillage du reste du monde). Et, de l'autre côté, ceux qui considèrent que les luttes des masses sont des luttes qui permettent de poser la question du Pouvoir, la question de la lutte des classes. Dans ce mouvement, les masses peuvent prendre conscience de leur force, et vont chercher les révolutionnaires pour s'organiser. **Aucune victoire temporaire ne tiendra plus que quelques années, si le courant révolutionnaire ne se renforce pas. C'est notre rôle historique. ■**

■ L'opportunisme, l'ennemi de nos luttes



Une Assemblée Générale étudiante

Voilà un mal récurrent que nous retrouvons systématiquement dans nos luttes, et particulièrement dans les luttes en milieu universitaire, où les organisations et groupes d'individus opportunistes sont bien implantés. Selon la définition : « L'opportunisme est une attitude qui consiste à agir selon les circonstances du moment afin de les utiliser au mieux de ses intérêts et d'en tirer le meilleur parti, en faisant peu de cas des principes moraux. » Particulièrement, dans nos luttes, cela prend la forme d'attitudes, de positionnements et de pratiques de groupes politiques qui tentent de mener la lutte pour leur propre compte, avec leur propre agenda, afin de faire grossir leurs organisations ou leur groupe. Ils ne désirent pas diriger, mais contrôler, et bloquent systématiquement toute initiative qui ne va pas dans leur sens. Tout cela se fait toujours en violant ou en niant, ce qui revient au même, les décisions prises de manière démocratique. L'opportunisme est par essence profondément anti-démocratique et sabote les mouvements et les luttes.

Nous ne vous mentirons pas : au début, l'opportunisme est difficile à déceler car cela nécessite une certaine pratique de la lutte, mais aussi car ces organisations ont un discours « radical » et donc paraissent « révolutionnaires » ou du moins combatives. Mais leurs pratiques, elles, nuisent constamment à la lutte et à la démocratie et démoralisent profondément les gens sincèrement engagés. Tout cela touche principalement la poignée d'activistes qui bataillent au cœur de la lutte, c'est-à-dire celles et ceux qui ont décidé de rompre avec leur quotidien pour mener une bataille, par exemple celles des retraites. L'opportunisme pense qu'il a systématiquement raison, car comme nous l'avons dit ils rassemblent du monde, surfant sur la dépolitisation de la

jeunesse et de la société en général. Quand nous disons dépolitisation, nous parlons de la faiblesse théorique d'une grande partie de la société, due au révisionnisme qui a dépolitisé la classe. L'opportunisme ne peut se révéler que dans les luttes, car c'est là où les masques tombent brutalement, encore faut-il qu'il y ait des forces anti-opportunistes qui démasquent ces agissements et les combattent.

La question est de savoir réagir quand on est confronté à ces pratiques, qui peuvent ruiner même les plus déterminés. L'opportunisme ne se combat pas sur le terrain des idées durant les luttes, mais sur le terrain des principes. En parole, tout paraît aller dans le bon sens ; c'est dans la confrontation à la réalité que tout se gâte.

La première chose à faire quand nous sommes confrontés à de telles pratiques, c'est de ne pas capituler, par exemple en sortant de l'Assemblée Générale pour faire une « contre-ag ». C'est clairement le pire des choix car cela divise et empêche la lutte pour l'unité.

C'est là où les principes sont fondamentaux, et où on peut dénoncer les pratiques anti-démocratiques. L'Assemblée Générale doit être souveraine, c'est le premier des principes. C'est-à-dire que les décisions votées doivent être appliquées par toutes et tous. L'opportunisme n'ira jamais contre l'unité frontalement, au risque de se discréditer. Donc il faut lutter pour l'unité d'action, c'est le second point. Cette unité d'action ne peut s'incarner que dans un « comité de lutte ». Le comité de lutte, c'est l'instance souveraine entre les AG et c'est là où s'organise la lutte au quo-

tidien. Il est à noter que depuis quelques années le terme "comité de mobilisation" tend à remplacer "comité de lutte". Ce n'est pas anodin, la lutte et la mobilisation sont deux choses différentes.

L'enjeu est de savoir si on garde nos « étiquettes politiques » pendant la lutte, ou si on agit à travers nos propres organisations. Le comité de lutte, et c'est historique, porte la nécessité d'un front large où se rassemblent organisés et non organisés, politisés et non politisés. Cela ne signifie pas que les organisations doivent disparaître mais que leur présence doit correspondre aux nécessités démocratiques. C'est pour cela que l'opportunisme nie dans la pratique le « comité de lutte » et continue à avancer avec ses propres oripeaux. Pour lui la lutte est le moyen de récupérer du monde, un moment comme un autre mais un peu plus intense.

La notion de démocratie est le plus compliquée pour l'opportunisme car il pense que son organisation est l'incarnation de la révolution, qu'elle détient la Vérité, alors pourquoi aurait-elle besoin de démocratie ? Par ailleurs, l'opportunisme appartient à des courants qui n'ont jamais fait de révolutions, c'est plutôt même le contraire.

C'est pour cela que le dyptique AG souveraine/Comité de lutte souverain entre les AG est fondamental pour combattre l'opportunisme. Ce lien exprime la véritable démocratie. Cela peut paraître

une contradiction, car d'un côté nous avons l'AG souveraine et de l'autre nous avons « comité de lutte » qui est aussi souverain. Mais, grande différence, ce dernier doit rendre des comptes à l'AG. Le « comité de lutte » est soumis à l'AG. Il faut donc comprendre que la base c'est l'AG, mais que sans le « comité de lutte » qui applique les décisions il ne peut y avoir strictement aucune application des décisions votées. L'opportunisme ne peut aller frontalement contre cela, alors il tentera de nier le « comité de lutte », de mettre en avant seulement l'AG, et son organisation sera l'incarnation des choix de l'AG. Dans le pire des cas, il peut y avoir négation de l'AG et légitimation de leur groupe, par décision arbitraire dans un esprit d'ultra-libéralisme. Tout cela ressort profondément dans les manifestations, où c'est la lutte des places et non plus la lutte des classes, pour avoir son drapeau devant le cortège en niant la nécessité d'entraîner le plus grand nombre.

Nous pouvons nous demander quelle société nous préparent les opportunistes si le paradigme de leur vision de la démocratie, c'est leur fonctionnement pendant les luttes. Il est vrai qu'il est impossible que de telles pratiques arrivent à entraîner de larges masses : les gens ne sont pas idiots et détestent plus que tout ce type d'attitude.

Il nous semble que nous devons désirer plus que tout de faire de ces moments de luttes une école pour une véritable

démocratie à la base, c'est pour cela que nous voulons lutter. C'est pour ce type d'organisation sociale que nous luttons. Nous ne craignons pas que nos décisions ne soient pas votées et n'ayons pas peur non plus d'en appliquer certaines qui ne nous plaisent pas. Nous devons tous et toutes désirer la lutte politique sincère dans les AG, c'est-à-dire le débat d'idées franc et ouvert.

Ces méthodes opportunistes sont le résultat de la peur que le mouvement échappe à leur contrôle. Nous devons avoir confiance dans le Peuple, c'est lui qui fait l'Histoire ; soit nous incarnons les attentes du plus grand nombre qui désirent la lutte, soit le plus grand nombre ne nous suit pas, et alors c'est que nous avons faux.

L'autre aspect plus caché et qui est le véritable fond du problème c'est la peur que la lutte sorte du cadre actuel, qui est fondamentalement pacifiste. C'est pour cela que ces organisations se font et se défont en permanence. Ces méthodes existent depuis bien longtemps, les organisations et les personnes changent, mais le courant d'idées reste. Il perdra de l'influence dans les années à venir, avec le retour aigu de la lutte révolutionnaire, car elle est implacable et tout va devenir sérieux. Lutter contre l'opportunisme est un devoir révolutionnaire et plus largement démocratique, et tout cela se fait en levant fermement nos principes. ■



Banderole à Toulouse, dans le cadre du mouvement contre la réforme des retraites, février 2023

Développons les Comités Populaires (CPES), garants de la victoire !



Rassemblement des habitants appelé par le CPES devant l'antenne de Grand Lyon Habitat du quartier des Etats-Unis, Lyon, octobre 2022

Bilan d'une lutte dans un quartier prolétaire : les habitants face à un bailleur social carnivore.

Le 1^{er} novembre 2022, les habitants du quartier des Etats-Unis et plus généralement l'ensemble des locataires de Grand Lyon Habitat, un des bailleurs sociaux (HLM) de Lyon, ont eu la désagréable surprise de recevoir un courrier de régularisation des charges, dont la somme variait de 150 à 500 euros selon les cas et tout cela sans aucune explication. Avant cela, les locataires recevaient une régularisation à leur avantage, même si ce processus permettait de manière honteuse au bailleur de se faire une trésorerie temporaire sur le dos des locataires.

Les habitants sont entrés en lutte spontanément, puis ont été rejoints et organisés par le Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité (CPES) du quartier. Rapidement, des liens sont pris avec le Comité de Locataires de Mermoz (un autre quartier prolétaire du 8^e arrondissement). La mobilisation combative organisée par les habitants au travers des CPES a permis une double victoire : d'abord, un échelonnement des charges, qui a été obtenu grâce à la lutte acharnée des habitants et habitantes. Avec l'inflation et la hausse du SMIC, c'est l'équivalent d'une perte sèche pour Grand Lyon Habitat. En effet, l'argent versé à la fin de l'année vaudra moins qu'au début. Il y a donc bien une victoire de la mobilisation, acquise par et seulement par la mobilisation combative. De plus, cet échelonnement permet aux foyers de connaître une situation plus viable que s'ils avaient dû payer

l'ensemble des sommes demandées en une seule fois.

La seconde victoire, elle, est politique : des habitants se sont rassemblés, organisés, politisés dans une lutte prolongée. Nouvelle Époque tient à revenir sur le déroulé chronologique de cette lutte riche en enseignement.

Comme nous l'avons dit, le 1^{er} novembre les locataires du bailleur « social » Grand Lyon Habitat (GLH) reçoivent des courriers réclamant la régularisation des charges. Quelques habitants décident d'appeler à un rassemblement devant l'annexe du local du quartier des Etats-Unis. Le CPES du quartier se saisit immédiatement de la question. Les activistes décident immédiatement de distribuer dans les boîtes aux lettres et aux habitants du quartier des tracts appelant à ce rassemblement. Le 2 novembre, soixante-dix habitants sont réunis dans le froid ce mercredi matin, subissant les bégaiements et les explications opportunistes des bureaucrates de GLH. Un deuxième rassemblement va se dérouler le 9 novembre, suivi d'une assemblée publique afin de s'organiser collectivement. Les habitants mobilisés dans les CPES décident de ne pas en rester là. Ils se rendent à la fin du mois de novembre au conseil d'administration de GLH, qui se déroule dans la mairie du 8^e, pour forcer le maire à se positionner sur ce sujet.

Plus de 50 habitants se rendent devant la mairie où, face à la colère des habitants, le maire n'a d'autre choix que de les faire

rentrer dans une salle. Lors de cette réunion, le maire reconnaîtra qu'il ne peut, ni ne souhaite soutenir les habitants face au bailleur, avant de partir en cours de réunion. La fraction des habitants qui avaient voté « à gauche » se rend bien compte, lors de cet événement, que la mairie « de gauche » n'a rien à faire de la vie quotidienne et des difficultés des quartiers prolétaires, et que tous les politiciens de « gauche », comme de « droite » sont en réalité les mêmes. C'est une victoire contre l'opportunisme de ceux qui se servent des difficultés des masses pour leurs propres calculs boutiquiers.

Les habitants en colère comprennent bien une chose : ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils comprennent également que sans le CPES, sans organisation collective, rien n'est possible : la colère initiale serait retombée comme un soufflet. Les associations de locataires sont délégitimées aux yeux des manifestants, n'étant présentes que lors du premier rassemblement pour tenter de faire adhérer des habitants à leurs associations, et en dénigrant le travail du CPES, mais surtout en rejetant toutes les propositions de front commun pour lutter collectivement contre ces charges abusives. Elles ne servent qu'à être un thermomètre de la colère, et permettent de faire quelques petits ajustements lorsque la cocotte-minute menace d'exploser. À la suite de cela, de nombreuses autres rencontres ont eu lieu dans le cadre du CPES, notamment lors de la deuxième édition du Noël Rouge (une collecte et distribution de cadeaux aux habitants), où une assemblée a décidé de la suite des événements. Il fut notamment décidé de la mise en place d'une lettre de revendication commune, puis d'une pétition, ce qui fut chose faite. (Lire sur nouvelleepoque.fr l'article *Le CPES des Etats-Unis lance une pétition contre les frais injustes de GLH*).

Nous devons souligner que la plupart des habitants et habitantes rassemblés connaissaient le CPES, dont beaucoup se revendiquaient. L'immense majorité des gens rassemblés contre GLH venaient du quartier Etats-Unis-Viviani, là où est le plus implanté le CPES. Pourquoi ? Parce que les habitants s'approprient de plus en plus les CPES. Le travail de masse commencé depuis presque deux ans a permis la fusion entre cet instrument, les militants qui l'animaient et les habitants du quartier : lutte des caves, campagne pour une aire de jeu, Noël Rouge, sport populaire... Les habitants veulent s'organiser au sein d'organisations combattives, qui ne font pas cela pour l'argent ou pour obtenir une place au chaud dans les conseils d'administration ou dans les mairies.

Il ne faut pas s'imaginer que le CPES « recrute » des habitants et construit une organisation. Les habitants se rassemblent, dans la lutte, autour du CPES, suivant d'abord l'initiative des activistes, avant de s'emparer pleinement des problèmes quotidiens. Le CPES est un formidable outil, qui permet de mener les habitants à la victoire. La Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR) travaille avec et dans le CPES, permettant la mise en place de réunions publiques, puis dans le

futur d'Assemblées Populaires, qui seront décisionnaires et la matérialisation de la démocratie.

Nous avons appris et prouvé que l'organisation est nécessaire à l'action collective victorieuse, les masses l'exigent, et le CPES est le début de la réponse. Comment organiser et développer la lutte sans cela ? Une autre nécessité est la mise en place d'Assemblées Populaires, ou de réunions publiques, pour que s'expriment les habitants et faire ainsi vivre la démocratie à la base, d'essence prolétaire. Ces décisions doivent être appliquées par l'organe dirigeant de l'assemblée.

Si nous revenons sur notre chronologie, nous voyons cela parfaitement avec le rassemblement devant la mairie du 8e. Les habitants les plus déterminés sont venus du quartier des Etats-Unis, en particulier du quartier Viviani, mais aussi de Mermoz et d'autres lieux du 8e. Ils se sont parfaitement reconnus dans le CPES, qui a défendu leurs intérêts et restitué les idées exprimées collectivement de manière juste et combative. On a vu les habitants tenir les banderoles du CPES, le poing levé, féliciter les activistes de leurs interventions, et commencer à se demander comment participer réellement à la direction du CPES. Une autre victoire, c'est le réseau qui se crée autour du CPES, avec par exemple des ateliers banderole (à accrocher aux balcons), des petites réunions chez des habitants, etc. Le CPES tend à devenir l'organe de référence de lutte comme de vie dans le quartier. Les activistes et habitants ont démontré que la construction du CPES se fait sur le long terme, que le CPES ne lâche rien, défend les intérêts des habitants, et que ce sont les habitants eux-mêmes qui le font vivre.

Si aujourd'hui la lutte contre ces charges n'a plus la même intensité qu'il y a 4 mois, le CPES a tout de même permis d'obtenir des victoires concrètes, et de forger un noyau d'habitants, qui à n'en pas douter, lors de la prochaine injustice, sauront se lever avec le CPES, pour obtenir encore plus de victoires ! Les habitants savent qu'ils peuvent véritablement participer à la vie du quartier, et commencent à entrevoir ce qu'est une véritable démocratie. ■



Rassemblement du CPES devant l'agence locale de Grand Lyon Habitat, novembre 2022

Brèves de presse

Tous au siège des ordures

Le mardi 14 mars, plusieurs centaines de travailleurs en grève et soutiens se sont retrouvés devant le siège du parti présidentiel Renaissance. Des dizaines de sacs d'ordure présents dans les rues suite à la grève des éboueurs ont été jetés en direction du bâtiment, avant que la police au service du pouvoir n'intervienne. A coups de gazeuses et de ma-

traques, ils ont attaqué le rassemblement qui s'est défendu avec combativité. Ce type d'actions symboliques et très revendicatives sont à multiplier, pour augmenter le niveau de détermination. Cheminots, éboueurs, salariés du privés... : il est temps d'aller chercher ces ordures là où elles se trouvent pour leur faire entendre ce qu'elles refusent de voir. ■



Manifestation du 15 mars à Nantes

Attaques contre le peuple corse

Le 9 mars, un jugement rendu par le tribunal administratif de Bastia a interdit l'usage de la langue corse au sein de l'Assemblée de Corse, le juge administratif s'appuyant sur l'article 2 de la Constitution de 1958 (« *La langue de la République est le français* »). Face à cette nouvelle attaque, la jeunesse corse lutte et résiste : des militants nationalistes ont envahi ledit tribunal administratif, soutenus par les mouvements politiques insulaires.

Cette bataille intervient quelques jours après que la publication du rapport de la commission parlementaire chargé d'enquêter sur la mort d'Yvan Colonna, dans laquelle J-Felix Acquaviva, député, déclare « *Nous avons été en possession de messages entre pré-fets en exercice qui disent qu'il faut décorer Elong Abé (NDLR : l'assassin d'Yvan Colonna), qu'il a fait ce qu'ils auraient dû faire depuis bien longtemps.* » ■

Répression syndicale

Le mardi 14/03, la syndicaliste CGT Marie-Hélène Bourlard a été placée en garde à vue à Valenciennes, dans les Hauts-de-France. Lui est reproché sa participation au blocage du dépôt pétrolier d'Haulchin le lundi précédent, ainsi que des outrages à agents lors de l'évacuation du piquet de grève. Dès l'annonce de sa garde à vue, un appel à rassemblement a largement tourné et a rassemblé de nombreux soutiens. Face à la pression, Marie-Hélène Bourlard a été relâchée dans la soirée, à peine 3h après son interpellation à son domicile. ■

La sécheresse et l'anarchie de la production

Voir la pluie tomber en février a rarement été un soulagement. Et pourtant, cela serait le cas aujourd'hui. En effet, pendant près d'un mois, il n'y a pas eu de pluie conséquente sur notre pays : c'est une catastrophe en termes écologiques. De l'autre côté, par deux fois cet hiver, les organismes végétaux ont souffert de la chaleur trop importante. De nombreux scientifiques alertent sur une série cataclysmique d'années très chaudes, de sécheresses, dues à la combinaison des courants chauds et du réchauffement climatique, qui accentue les phénomènes extrêmes.

Le réchauffement climatique, la destruction de la biosphère et la pénurie de matériaux font entrer notre planète dans une ère d'instabilité. Des points de non-retour sont atteints, nous sommes sortis de la « zone d'équilibre ». C'est en tous cas ce qu'expliquent la plupart des travaux scientifiques, que l'on retrouve dans la synthèse du GIEC, qui compile l'ensemble des publications scientifiques sur le climat – et aborde quelques autres phénomènes liés, comme l'acidification des océans ou la perte de surface des glaces.

Mais, alors que l'inflation bat des records, et que les catastrophes naturelles se multiplient, détruisant les récoltes et aggravant la situation, on se demande : pourquoi le gouvernement ne fait rien ? Pourquoi l'Etat soutient tout ce qui va dans le mauvais sens ?

Grâce à la combativité des masses paysannes, prolétaires et petites-bourgeoises autour de la question des « mégabassines », le problème de l'eau a été abordé récemment. L'Etat soutient en effet la construction de bassines, de réservoirs d'eau, qu'on remplirait bien sûr à travers les pluies, mais surtout en allant chercher l'eau dans les nappes phréatiques. Or, ces nappes phréatiques ne se rechargent pas assez vite. La faute au manque de pluie bien sûr, qui est le phénomène central, mais aussi à l'artificialisation des sols (le béton empêche l'eau de s'infiltrer), mais aussi à la mort des sols. Les engrais, les pesticides, tuent les micro-organismes, organismes et insectes, qui font « vivre » les sols et les rendent perméables, leurs permettent d'absorber l'eau.

Dans notre système, la production



n'a qu'un seul objectif, le profit. Que ce soit dans le cadre de « l'agriculture paysanne », ou les petits producteurs indépendants doivent survivre, écrasés de dettes, poussés par le besoin de payer leur loyer et de nourrir leur famille, ou dans le cadre de la grande industrie, une entreprise doit avant tout dégager un profit, de plus en plus important. En ce sens, on a favorisé la création de monocultures ; les prix ont baissé (relativement aux salaires) par la spécialisation de la production. On arrache les haies, on fait de la monoculture, et on peut produire très vite sur une grande surface. On vend, les prix baissent. Il faut donc dégager de nouveaux marchés, continuer à spécialiser pour faire face à la concurrence, etc.

Il n'y a aucune planification là-dedans. Évidemment, il n'y a aucun caractère démocratique non plus. Les populations, les masses populaires en particulier, n'ont aucun moyen d'influencer via les institutions les décisions des technocrates et politiciens, prises pour le compte des capitalistes, des monopoles du BTP ou de la grande production agricole. Il faut faire plus de profit, c'est la seule règle : sans quoi, tout ce qui fait la stabilité du système bourgeois s'écroule. Sauf que dans le cadre agricole, le profit ne passe pas par des productions en rapport avec la disponibilité de l'eau. De plus, la monoculture intensive épuise les sols, rend les espèces très fragiles face aux maladies qui se répandent très vite. Il faut donc traiter ce qui tue la faune et la flore, qui elle-même permettait de rendre les sols plus résistants et plus riches. Les sols

s'assèchent, n'absorbent plus l'eau, ce qui oblige à construire des mégabassines, ce qui épuise les nappes phréatiques... ce qui tue ce qu'il reste d'arbres, de faune et de flore... c'est une course en avant perpétuelle. De la même façon, on détruit des sols en construisant des centres commerciaux sans âme, des usines produisant des choses pas forcément utiles, pour le profit. Et la biosphère, dont nous dépendons, meurt.

C'est dans ce cadre qu'ont lieu les mobilisations contre les mégabassines, qui ont mené à des affrontements entre manifestants (dont nous saluons la combativité) et policiers. En effet, ces projets de construction renforcent la « course en avant » vers la destruction des sols, qui consiste à en absorber la richesse plus vite et contrer les effets de la dévitalisation des sols... tout en l'accéléralant.

Dans ces mobilisations, on voit de nombreux leaders de la « gauche » réformiste, qui veulent capitaliser à moindre frais sur une lutte qui semble faire consensus. Pourtant, c'est un piège. La lutte pour sauvegarder la biosphère a bien entendu un caractère de classe. Il n'y a que deux solutions :

Soit, d'un côté, tenter d'exploiter la contradiction dans la bourgeoisie entre course en avant et planification capitaliste, et essayer d'avoir un capitalisme qui « limitera la casse » (c'est-à-dire qui fera survivre l'espèce humaine)

Soit comprendre la nécessité de la

révolution prolétarienne, du socialisme, de la planification, pour revitaliser les sols, reconstruire la biosphère (non pas spontanément, mais grâce à la main de l'homme. Le problème n'est ici pas l'action humaine en soi : c'est la production de déchets inassimilables par l'environnement et qui détruisent son équilibre, à cause de l'anarchie de la production capitaliste).

Dans les luttes contre les grands projets inutiles, on voit très nettement se dessiner une fracture de classe entre d'un côté les mouvements réformistes, principalement portés par la petite bourgeoisie locale qui veut préserver son mode de vie – une société qui, au fond, lui convient si elle en reste là –, et une jeunesse turbulente, souvent d'origine prolétaire, liée aux mouvements libertaires – et, de plus en plus, aux mouvements anti-opportunistes. C'est cette jeunesse, rejointe par les milieux paysans locaux, qui affronte la police. Cette jeunesse ne cherche pas à aménager la société, à « décarboner l'économie » pour tenter de retarder l'échéance, à trouver des portes de sortie basées sur l'exploitation toujours plus violente du prolétariat.

Cette jeunesse a bien compris : ce sera la révolution ou la barbarie. Les réformistes tentent de nous enfumer avec leurs réformes. Mais la bourgeoisie utilisera des armes bien avant de concéder des réformes ambitieuses ! Car, derrière, il y a la crise générale de l'impérialisme et le spectre du repartage du monde. La bourgeoisie doit s'armer et s'équiper, militariser la société, pour les guerres à venir. Des victoires locales sont bien entendu possibles, car l'Etat préfère généralement la paix sociale à l'affrontement général, qui met en cause son existence même. Mais en général, il n'y a rien à attendre des élus, des programmes réformistes même « radicaux ».

Nous devons donc poser la question du Pouvoir et de la planification. Il faut le pouvoir à la classe ouvrière, classe sociale qui transforme la matière. Seule la classe ouvrière peut décider de

rompre avec la logique du profit, créer une culture nouvelle, une société nouvelle, où les liens entre humanité et nature seront reconstruits. Le marxisme l'a compris depuis sa genèse, car Marx et Engels voyaient déjà l'épuisement de la terre, les pollutions et la contradiction ville-campagne. Il nous faut également la planification, car nous devrons faire face à des phénomènes de plus en plus extrêmes, des canicules, des inondations, des gels tardifs. Il ne faut pas compter uniquement sur le local. Le mot d'ordre est simple : centralisation stratégique, décentralisation tactique. Cela veut dire : produire autant que possible localement, mais dans un cadre planifié, ou l'on sait que l'on peut, en cas de besoin, transporter les surplus, de nourriture, d'énergie ou de matériaux.

Le capitalisme ne peut pas le faire, dans sa course au profit. L'anarchisme ne propose que des Zone à Défendre (ZAD) locales, qui seront anéanties par les forces de répression ou les phénomènes climatiques intenses – si ce n'est par les secousses sociales trop fortes. Le réformisme n'a aucun sens, car il ne comprend pas qu'il sera par essence moins fort qu'une bourgeoisie qui ne peut plus rien lâcher dans le contexte actuel. Il n'y a qu'une solution : le socialisme, le pouvoir à la classe ouvrière, la planification et la compréhension scientifique du lien entre humanité et nature, permettant à la fois de relocaliser la production et de centraliser au maximum les connaissances, les surplus, pour savoir faire face aux phénomènes globaux.

La lutte contre les mégabassines, la lutte contre la ligne de LGV Lyon-Turin, la lutte contre les projets destructeurs qui anéantissent la paysannerie et n'offrent aux ouvriers que toujours plus d'exploitation, doivent être des luttes qui permettent de « limiter la casse », bien sûr, mais surtout politisent les masses, les organisent et posent la question du Pouvoir et de la Révolution. ■

Affaire Quatennens : opportunisme et féminisme

L'affaire Quatennens, c'est une affaire politique comme il y en a mille. Dans un contexte de divorce difficile, Adrien et Céline Quatennens se disputent violemment. Adrien gifle sa femme. Celle-ci décide de déposer une main courante, mais ne souhaite pas déposer plainte ni qu'il n'y ait de conséquences. L'information « fuite » au Canard Enchaîné pour qu'il y ait polémique, le parquet de Lille se saisit de l'affaire, et Céline change d'avis et décide de déposer plainte. Adrien Quatennens reconnaît les faits, les déplore, plaide coupable au tribunal qui le condamne à 4 mois de prison avec sursis et 2 000 euros d'amende, et accepte la mesure de suspension de la France Insoumise (FI) puis suit un stage de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles organisé par son parti. Mélenchon le défend et Quatennens est réintégré, sous les huées d'une partie de la FI.

Toute cette affaire met en lumière la valse de l'opportunisme dans toute sa splendeur. La partie la moins intéressante c'est celle sur les « révélations » du Canard Enchaîné ; il est habituel pour eux de recevoir un petit coup de pouce des renseignements pour aiguiller leurs publications, en fonction de l'ennemi à abattre dans l'opinion. Et ce même si Céline

Quatennens préférerait la discrétion.

Là où ça devient intéressant, c'est quand la FI trébuche dans ses propres contradictions. Eux qui prônent l'exemplarité et souhaitent exclure de la vie politique toute personne condamnée par la justice, les voilà qui veulent avoir un avis plus nuancé maintenant que l'un d'eux est concerné. Peut-être que lorsqu'ils ont émis cette idée la première fois et qu'ils l'ont défendu avec sérieux, ils n'avaient pas bien réfléchi à leur projet. Ce ne sont pas les seuls politiciens à nous faire le coup, rien de nouveau sous le soleil.

Mais dans toute cette polémique, le sujet au cœur de tout, c'est le sujet des violences conjugales. C'est une réalité que les hommes se permettent plus facilement des violences physiques sur leur compagne que l'inverse, même si cela arrive aussi. Et nous le savons, un divorce c'est compliqué, c'est éprouvant, et c'est dans ce genre de moments de tension que l'on doit placer une haute exigence politique envers soi-même : l'exigence de ne pas porter atteinte à l'intégrité de qui que ce soit. Une exigence que beaucoup portent au quoti-

dien, mais il n'y a que dans l'épreuve que l'on éprouve cette exigence véritablement. Là-dessus, Adrien Quatennens a commis une faute.

Si la polémique est alléchante pour les médias et attire les vautours, c'est parce qu'elle concerne la « gauche », qui porte une volonté d'égalité entre les hommes et les femmes. Le fait que ce genre de violences existe donc aussi chez des gens de gauche ne montre pas en substance que leur idéal serait « mauvais », mais plutôt que les violences envers les femmes sont un problème social. En tant que marxistes, nous savons que la société évolue, elle connaît des changements ; comme les individus, comme la nature dans son ensemble, comme l'univers. Mais ce qui régit ces changements en ce qui concerne la société, c'est un problème politique, car c'est une question de lutte de classes. Adrien Quatennens a commis une faute, il l'a reconnu comme tel, il a plaidé coupable et a accepté les sanctions. Seul l'avenir dira si cet individu a véritablement connu une transformation, mais la porte est ouverte à ça et c'est ce qui importe. Tout le monde peut commettre des fautes, mais ce qui importe c'est qu'il existe dans la société une force qui permette de prendre conscience de la nature de la faute, et de se rectifier de manière à pouvoir contribuer à la société et non lui nuire. En politique, on appelle ça une autocritique, c'est un processus de transformation interne que chaque personne choisit ou non de faire. L'affaire Quatennens est une occasion d'aborder ce sujet, au-delà de l'individu lui-même et de son parti opportuniste.

Il existe une autre conception des choses, qui considère qu'une faute est impardonnable et que les individus sont incapables de changer. Autrement dit, la faute fait partie intégrante de l'individu, et celui-ci devra la payer jusqu'à la fin de sa vie. Cette vision essentialiste qui ne correspond pas à la réalité est celle du féminisme « radical ». C'est une posture radicale en apparence, pour un progrès social, mais qui une fois la sanction implacable appliquée, est incapable de proposer une solution viable pour l'ensemble de la société. En effet, si on exclut de la société les individus qui ont commis une faute en les considérant comme foncièrement mauvais, et qu'il se trouve que tout le monde peut commettre une faute, à quel aboutissement parvient-on ? C'est



une question qui dépasse les violences conjugales et qui est valable pour tout délit ou crime. C'est le point de vue des réactionnaires qui demandent de fortes sanctions contre les pauvres pour mieux masquer les crimes qu'ils commettent contre le peuple. C'est aussi le point de vue des intégristes religieux qui veulent une piété absolue, et qui sont les premiers à avoir des cadavres dans le placard. Car la réalité est faite de contradictions.

Le cadre général dans lequel les problèmes sociaux se manifestent, c'est le cadre de la lutte des classes, car la division en classes de la société est une réalité de base qui détermine tout le reste. Si on ne cherche pas dans ce problème fondamental la racine de tous les autres problèmes : violences conjugales, délinquance, etc., on sépare la cause des effets, et donc on ne peut pas traiter les effets. Par exemple, le parquet de Lille s'est saisi de la main courante déposée par Céline Quatennens, ce qui signifie que l'État prête une attention à la place des femmes. Et donc ? La situation des femmes n'a pas changé parce que des lois sont mises en place, tout ça c'est de la façade. L'oppression des femmes repose sur la propriété privée des moyens de production depuis l'aube de la civilisation, c'est pourquoi les femmes sont surreprésentées dans les boulots les plus mal payés, et c'est pourquoi en plus de cela il existe une oppression particulière qui consiste à leur dénigrer une valeur égale à celle des hommes. Voilà la source des violences faites aux femmes : c'est une question qui est bien au-delà de tel ou tel individu, de tel cas particulier ou de tel contre-exemple. C'est une question sociale, c'est une question de classe.

Bien entendu, les opportunistes ne

peuvent aller jusque-là et dire qu'il faut renverser le capitalisme et construire le socialisme, car ça signifierait qu'ils devraient s'identifier eux-mêmes comme des opportunistes. Tout simplement, ils ne veulent pas renverser le capitalisme, ils veulent le diriger, l'administrer avec bonne conscience. C'est pourquoi on voit dans les mouvements opportunistes de « gauche » un « féminisme » virulent, c'est le pansement sur une jambe de bois politique. Et c'est d'ailleurs du pain béni pour les réactionnaires qui se servent aussi de la question des femmes pour avancer des concepts arriérés. En disant aux masses « élisez nous et avec l'État bourgeois on réglerà vos problèmes » les opportunistes montrent toute leur imposture, car le capitalisme lui-même est la base matérielle de l'oppression des femmes. Sans comprendre la cause, ils veulent combattre les effets avec davantage d'ardeur, de manière aveugle.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un mouvement féminin révolutionnaire qui porte les intérêts du prolétariat, et donc des femmes qui sont en première ligne sur le front de l'exploitation, pour démasquer l'opportunisme, rejeter la fausse radicalité et pour organiser la lutte partant de la réalité concrète des problèmes que les femmes rencontrent. Il faut élever le débat, voir au-delà de l'individu la question politique qui est posée, et qui se pose à chaque fois comme une question de classe. ■

Naissance du Comité Féminin Populaire : les femmes du peuple relèvent le drapeau rouge !



Tribune du meeting des luttes du 6 mars 2023 à Lyon

Ce 8 mars 2023 aura été une journée internationale des droits de la femme travailleuse particulière, un moment aux accents historiques, qui restera gravé dans les annales du mouvement d'émancipation des femmes et de la classe. Bien entendu, c'est le temps qui révélera toujours plus le côté historique de ce 8 mars 2023. Il est donc important de comprendre l'époque pour comprendre la signification du Meeting des luttes organisé à Lyon le lundi 6 mars, où a été présenté officiellement le Comité Féminin Populaire, mais aussi les activités populaires réalisées dans la même semaine.

C'est au milieu d'un mouvement massif contre la destruction d'un de nos acquis de civilisation le plus symbolique, la retraite, qu'a été organisé un meeting dont le cœur était l'émancipation des femmes et plus largement du prolétariat. Environ soixante-dix personnes, dont une majorité de femmes, se sont réunies à la Bourse du Travail de Lyon autour d'une seule nécessité : "les femmes du peuple s'organisent face aux attaques de la bourgeoisie". Organiser un tel événement dans la salle de congrès d'une Bourse du travail était aussi le moyen de marquer la volonté que la classe ouvrière reprenne sa place et son rôle stratégique dans le mouvement de l'histoire, c'est-à-dire de la lutte des classes.

A rebours du discours féministe bourgeois qui tend à détacher la question féminine du problème d'émancipation des exploitées, le meeting a eu cette particularité de la mettre au centre de l'émancipation du genre humain. Pour les femmes révolutionnaires, il ne pouvait y avoir une présentation du Comité Féminin Populaire (CFP) détachée de la lutte pour l'orga-

nisation générale de la classe. C'est pour cela que des camarades femmes de la CGT cheminots et de la CGT étudiante sont venus parler de la lutte en cours contre la réforme des retraites, et que les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité (CPES) ont eu la part belle dans l'évènement. Le CFP est une émanation des luttes dans les quartiers populaires, c'est la lutte concrète qui a fait prendre conscience aux activistes du peuple de la nécessité que les femmes aient une organisation qui porte leurs problématiques, dont la nécessité historique est la révolution prolétarienne pour émanciper totalement les femmes.

Il y avait beaucoup d'émotions chez les camarades femmes comme chez les camarades hommes organisant l'évènement car, au-delà de ce moment historique, c'était la concrétisation de leur travail passionné pour la défense de la classe. Un travail quotidien avec celles et ceux qui n'ont pas la parole et qui ont pourtant tant de choses à dire. Tout le monde a vécu dans sa chair ce moment où un petit contingent de femmes a relevé le drapeau rouge de l'émancipation humaine, qui était à terre depuis des décennies. Quand les femmes s'organisent politiquement, cela signifie que le monde est en train de changer et que de grandes avancées révolutionnaires sont à prévoir.

Nouvelle Époque appuie de toutes ses forces le retour des femmes organisées comme force et centre de gravité de la Révolution dans le pays. Nous vous partageons la retranscription du discours de présentation du Comité Féminin Populaire du 6 mars, qui ouvre un nouveau moment de l'histoire

du mouvement ouvrier dans notre pays :

« Merci de votre présence dans ce meeting dont le cœur est, et il faut que cela soit clair, l'émancipation des femmes, mais plus largement l'émancipation du genre humain. Il était important pour nous, femmes organisées, femmes révolutionnaires, femmes révoltées contre le vieux monde, de redonner au 8 mars sa véritable signification historique mais surtout politique, et à vrai dire idéologique. Le 8 mars ce n'est pas la journée de la femme, ni la journée contre les violences faites aux femmes, ni la journée contre le patriarcat, mais la journée internationale – et cette affirmation est très importante – des femmes prolétaires en lutte !



Quelle est donc la signification profonde de cette affirmation ? Que la question des violences faites contre les femmes et plus largement le patriarcat, oppression séculaire qui pèse sur nos épaules, est le résultat de la division en classes de la société. Un système où une minorité de nantis s'accaparent, ou plutôt volent, la richesse créée collectivement par le plus grand nombre. Plus simplement, la division entre bourgeoisie et prolétariat, entre riche et pauvre. Voilà aujourd'hui le principal problème de toutes les femmes du peuple à travers le monde.

Avant toute chose, il nous faut replacer le 8 mars 2023 dans son époque, pour bien comprendre les enjeux du moment. Avec la pandémie du Covid et la guerre en Ukraine, nous sommes entrés de plein pied dans la seconde crise générale du capitalisme, sa crise de décomposition. Le monde que nous avons connu ne sera plus jamais comme avant. Les puissances impérialistes sont en lutte pour se repartager le monde afin de se maintenir et de tenter de conjurer l'immense crise économique qui les frappe. L'aspect principal est que partout dans le monde les masses populaires ne restent pas sur le côté, elles redeviennent pleinement actrices de l'histoire, elles se jettent dans la bataille pour défendre leurs droits. C'est le grand retour sur scène de la lutte des classes, celle dont on a tenté de nous faire croire qu'elle avait disparu, dont le cœur est la politique, la question du pouvoir. Le pays n'échappe pas à cela, la Révolte des banlieues en 2005, les Gilets Jaunes en 2018, les divers mouvements sociaux marquent ce grand retour sur le devant de la scène ! La France est plongée dans une crise économique rampante, qui se transforme en crise sociale et qui de plus en plus prends la forme d'une crise politique, une crise de régime. Le spectacle de la mascarade parlementaire montre le niveau de décomposition du vieil ordre politique de la Ve République.

Nous l'affirmons : notre époque est celle de l'ouverture d'une nouvelle vague de révolutions prolétariennes dans le monde. Tout cela partira dudit tiers-monde et viendra dé-

chainer la passion révolutionnaire dans le vieux monde. Le nouveau est déjà là, personne ne pourra l'arrêter. C'est le sens de notre internationalisme. Les femmes sont la moitié des masses du monde, nous faisons partie de la même classe. Alors nous, femmes du peuple, avançons main dans la main avec toutes les femmes en lutte sur la planète.

Les femmes sont au cœur de la crise, ce sont elles avec leurs enfants qui souffrent le plus de la crise économique et sociale. Il suffit de regarder les statistiques : les métiers les moins bien payés sont le fait des femmes, ce sont les mères célibataires qui sont le plus touchées par la pauvreté, et les violences contre les femmes et les enfants ne diminuent pas.

Tout cela est le résultat de la crise qui plonge les personnes les plus opprimées dans la précarité et la pauvreté. Ce phénomène est mondial.

Le patriarcat est intimement lié à la maternité, nous ne pouvons séparer la question des femmes de ce sujet. Donc, quand nous disons que les femmes du peuple souffrent de plus en plus, il faut prendre conscience que c'est la même chose pour leurs progénitures.

Le patriarcat est intimement lié au capitalisme. Historiquement, le fait que les femmes soient aussi des mères et puissent donner la vie a conduit les sociétés à les reléguer au travail de reproduction, dans le sens de la maternité, du foyer, au travail domestique. C'est cette relégation qui a exclu les femmes des moyens de productions et de la propriété de ces derniers. Ainsi, et nous le voyons chaque jour dans nos quartiers, quand nous luttons pour de meilleures conditions de vie contre les voleurs et assassin de notre classe : aujourd'hui encore, lorsqu'on attaque les femmes, c'est aussi leur famille qui prend les balles.

C'est sur cette base du travail reproductif, domestique et maternel, relégué au second plan car il ne rapporte pas de profit direct alors qu'il fait tourner le monde, que s'appuie l'oppression que nous subissons ! Être une femme ce n'est pas

un concept, c'est une réalité matérielle, que nous subissons chaque jour. Lorsque notamment nous protégeons, soignons, éduquons et travaillons au profit de la bourgeoisie.

Nous voulons le réaffirmer : l'origine du patriarcat vient directement de la société de classe, c'est le Marxisme qui l'a défini en s'appuyant sur la recherche scientifique. Nous nous revendiquons marxistes car c'est la seule idéologie qui permet de comprendre dans sa totalité l'oppression de la femme, mais surtout le chemin pour son émancipation.

Quand nous étudions la société nous voyons que le patriarcat dépasse la question du genre, comme les autres formes d'oppressions c'est une question de qui possède et qui est exploité, qui travaille et qui en profite, qui participe au pouvoir et qui en est exclu. Ce n'est pas une division naturelle entre homme et femmes. Si le problème était seulement les hommes car ils sont hommes, alors ce serait l'ordre des choses. Ce n'est pas l'ordre des choses ! Les femmes, comme les hommes, sont réactionnaires, ou révolutionnaires, oppresseur ou opprimées, bourgeoises ou prolétaires. Personne n'est en dehors de la société, et notre société est patriarcale. Nous l'affirmons donc : le problème n'est pas individuel, il est social. C'est la société que nous devons changer.

Si le principal problème des femmes est le système de classe, alors le chemin des femmes conscientisées et révolutionnaires est d'aller vers celles qui sont les plus exploitées, celles qui n'ont que leurs chaînes à perdre. Le Comité Féminin Populaire a surgi exactement de cette nécessité. Il est le résultat du travail politique dans les quartiers populaires d'activistes femmes auprès du prolétariat. Les leçons des luttes menées dans les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité ont montré que nous étions les principales engagées dans les luttes mais aussi dans les activités sociales dans les quartiers. De même, si nous regardons aujourd'hui dans les faits en lutte, nous retrouvons aussi une très grande implication des femmes. Plus largement, dans le mouvement des Gilets Jaunes, la présence des femmes était centrale et l'est encore en ce moment dans le mouvement de grève. C'est le résultat de la lutte des classes, du fait comme nous l'avons dit plus haut que ce soit nous qui sommes le plus touchées par la crise, que ce soit nous qui nous occupons des enfants, mais aussi que les luttes féminines des cinquante dernières années ont réveillé les consciences.

Nous sommes loin de l'image de la femme désengagée, de la ménagère apolitique. Le capitalisme nous a fait entrer dans la production et dans la lutte des classes. Comme nous l'avons dit, la question de l'émancipation des femmes tient en la question du pouvoir : qui l'a et qui en est privé. L'émancipation des femmes, elle n'est pas dans des lois que tout le



Manifestation du 7 mars à Lyon

monde ignore, elle n'est pas dans des discours, elle est dans la participation à la production, à la politique, à la vie ! Comme le disait Lénine, "la révolution c'est quand la cuisinière gère les affaires de l'État". C'est pour cela que nous nous battons chaque jour et de toutes nos forces aux côtés de notre classe pour la révolution et le socialisme. Nous voulons une société où la femme est indépendante économiquement, où elle participe à la lutte pour la production et aux affaires publiques. Une société où les relations entre homme et femmes ne sont que des relations d'égal à égal.

Les Comités Féminins Populaires vont donc lutter principalement avec les femmes du peuple, car il est urgent de nous organiser, entre nous, épaulées de nos camarades hommes. Nous le répétons : la crise touche principalement les femmes, la décomposition du système économique et social a comme résultat une augmentation des violences contre les femmes et les enfants. Les capitalistes veulent faire payer la crise aux prolétaires, et comme les femmes sont dans les situations les plus difficiles, alors nous payerons encore plus la crise que les hommes. A cela, nous ne nous y résignons pas. Les femmes sont la moitié du ciel, la moitié de la classe, elles doivent donc conquérir aux côtés des hommes la nouvelle société. Concrètement, cela passe par une lutte commune pour reconstituer l'instrument politique de notre émancipation, l'organisation révolutionnaire qui seule pourra guider le plus grand nombre vers la conquête du pouvoir.

Nous, militantes des Comités, nous ne sommes pas des victimes - nous sommes des combattantes ! Nous savons qu'en tant que femmes, nous avons une montagne de plus à abattre que les hommes pour arriver à notre totale et pleine émancipation. Nous abordons cette nouvelle phase historique avec un immense entrain, un immense optimisme, car objectivement tout est prêt pour les grands changements.

Pour cela nous nous développerons avec toutes les femmes déterminées à abattre le patriarcat, fruit du capitalisme, avec un mot d'ordre : prenons nos affaires en main. Nos problèmes concrets ne pourront être réglés que par nous, et



Manifestation du 8 mars à Lyon

nous allons les régler. Pour cela nous avons commencé à développer des cercles de paroles où chacune peut parler de ses problèmes concrets et où nous pourrions commencer à les régler ensemble. Le patriarcat souhaite nous réduire au silence, et bien commençons à parler et à nous organiser pour le renverser.

Notre programme complet et détaillé n'est pas encore terminé, mais nos grands axes de luttes si. Notre stratégie s'oriente vers la lutte concrète pour améliorer les conditions de vie immédiates des femmes. Notamment la lutte pour l'augmentation du SMIC, car ce sont les femmes qui ont les plus bas salaires. La lutte pour que l'école et l'éducation soient totalement gratuites, pour la prise en charge par la société des frais autour de la scolarité, mais aussi de la maternité car nous pensons que c'est une fonction sociale et qu'elle doit être socialement reconnue.

Nous ne voulons pas vivre plus mal sous prétexte que nous sommes mères

et nous voulons que nos enfants aient des conditions dignes. Dans ce sens, nous luttons pour que tout le monde ait accès à des crèches, afin que chaque mère puisse participer à la production en travaillant mais aussi étudier. Nous pouvons aussi imaginer des groupes de production pour améliorer le quotidien des mères au foyer. Mais il n'y a pas que cela, car nous pensons que les femmes, comme tout le monde, ont le droit au bien-être. Aujourd'hui 20 millions de français ne partent pas en vacances, il faudra donc lutter pour que cela aussi soit pris en charge par l'Etat. Bien entendu, ce ne sont que des axes de luttes, des campagnes à venir ; le principal aujourd'hui c'est de comprendre la nécessité absolue de nous organiser politiquement pour nous défendre, parce que sans organisation il ne peut y avoir d'émancipation collective.

Nous sommes prêtes à assumer l'époque et à relever tous les défis. Nous le sentons toutes en nous, cette société nous réprime, nous conditionne à être

ce qu'elle désire. Nous savons que les femmes organisées sont la plus grande peur des bourgeois. Nous sommes les filles des pétroleuses de 1871, des femmes de *Germinal*, des grandes luttes antifascistes, des femmes en armes durant la Résistance, nous sommes celles qui refusons d'être la caution de telle ou telle politique opportuniste.

Nous sentons en nous la furie millénaire des femmes opprimées, notre but est de réveiller cette furie et de la mettre au service de la plus grande épopée de l'humanité : celle de la Révolution Proletarienne, seule à même d'émanciper les femmes !

Vive le Comité Féminin Populaire !

Vive la grande révolution prolétarienne !

Libérons la furie millénaire des femmes ! ■

La réforme et la guerre :

Le contexte d'une nouvelle attaque contre nos droits



Emmanuel Macron à la base navale de Toulon le 9 novembre 2022

Tout est lié : la situation politique interne des États a à voir directement avec la situation mondiale, et la réforme des retraites ne déroge pas à la règle. Tout d'abord, il faut clairement expliquer quelle est la situation mondiale. Le Covid et la guerre en Ukraine ont été de grands accélérateurs historiques, ils ont accentué la seconde crise générale du capitalisme, crise historique, crise du pourrissement de ce mode de production. De l'autre côté, cela a accentué la lutte pour le repartage du monde entre puissances impérialistes. Pour se maintenir, les puissances impérialistes ont besoin de se repartager le gâteau sur le dos des peuples du monde. Ce repartage est une lutte âpre, faite de conflits plus ou moins ouverts, de collusion, de formation de blocs d'alliances... Tout cela mène à d'extrêmes tensions, principalement entre les deux puissances principales : la superpuissance hégémonique USA et son concurrent la Chine, qui cherche à lui ravir la place. La guerre en Ukraine est l'expression de cette lutte pour le repartage du monde sur le dos des nations opprimées. La Russie veut détruire la nation ukrainienne pour tenter de conjurer le plan des USA contre elle, et surtout son propre effondrement. Les USA, de leur côté, ont besoin d'écraser la Russie (seule puissance à même de les détruire) pour avoir les coudées franches contre la Chine.

Le Covid et la guerre en Ukraine ont révélé au monde l'ampleur de la crise du système impérialiste. La dette a explosé avec le Covid et la guerre en Ukraine a montré que tôt ou tard l'affrontement sera direct entre puissances impérialistes.

La France, dans la lutte pour le repartage du monde, est à la traîne. Elle est le maillon faible des puissances impérialistes de second ordre du bloc occidental. Concrètement, elle va peiner toujours plus à maintenir son rang. C'est la faiblesse de sa base économique, dont le principal caractère est sa désindustrialisation, qui crée cette situation de faiblesse. La

bourgeoisie impérialiste, gérante du vieil État, se trouve face à une contradiction. D'un côté le pays est surendetté et de l'autre il y a urgence à réarmer. Le réarmement coûte cher, très cher, car pour injecter des centaines de milliards dans la machine de mort il faut être crédible aux yeux du marché financier (la crédibilité, c'est la capacité d'un pays à pouvoir payer le service de la dette, c'est-à-dire les taux d'intérêts, à court et moyen terme).

Voilà la raison actuelle d'une réforme qui n'a aucune base économiquement apparente. Tous les économistes le certifient : notre système n'a qu'un petit déficit, et il y a de plus le fonds d'amortissement, qui recèle un véritable trésor (164 milliards). De plus, la population d'ici à 40 ans se rééquilibrera selon les prévisions. On ne peut donc trouver aucune base rationnelle à une telle réforme, tant que nous ne comprenons pas l'époque.

La réforme des retraites est brutale et simple, on en voit tout de suite les effets. Tout cela plaît au marché financier qui n'aime pas le compliqué et le long terme. De plus, elle dégage dans la foulée des milliards, nécessaires à l'armement dans une situation alarmante de surendettement. Ce n'est donc pas anodin que dans la même période aient été annoncés la réforme et l'augmentation faramineuse du budget de l'armement. La France continue à s'endetter et à vivre « *au-dessus de ses moyens* », ce qui inquiète les marchés ; donc, pour équilibrer, la bourgeoisie déclenche une violente réforme. Les gérants du vieil État doivent restructurer à vitesse grand V le capitalisme français, lui donner les forces de pouvoir se battre pour arracher des marchés, face aux autres monopoles concurrents. L'État est un acteur central de la restructuration, il doit donc rester crédible aux yeux des financiers.

C'est la lutte entre ces monopoles, qui fusionnent de plus en plus avec l'État, qui développe les conditions de la guerre inter-impérialiste. La faiblesse du capitalisme français (sa faiblesse industrielle) a poussé l'État à être un agent de restructuration. C'est avec l'impulsion de l'État que les grands monopoles français ont été créés (EDF, SNCF, nucléaire, armement, banque, etc.) ; c'est avec les deniers publics que l'État a financé de grands travaux et soutient les monopoles « *bleublancrouge* ». Mitterrand a été, avec ses nationalisations, un grand restructurateur du capitalisme français. Les nationalisations suivies de fusions puis de privatisations ont permis de créer la base actuelle des monopoles français. La re-nationalisation d'EDF par Macron vise le même but. Avec les fonds de l'État, la filière du nucléaire va pouvoir se relancer pleinement. La situation de l'armement est la même en encore plus profond, nous avons là une véritable fusion entre l'État qui pilote et finance l'armement, et les fabricants d'armes. Dans ce cas-là la fusion est totale, c'est un véritable capitalisme monopolistique d'État. Les chiens galeux qui dirigent cette grande entreprise de mort pousse bien évidemment à la guerre. Un marchand de canon sans guerre est comme un policier sans matraque, il n'est plus.

C'est cette collusion entre État et monopoles qui pousse à la réactionnarisation de la société, avec comme arrière fond la tendance à la guerre. Là est la base du fascisme, qui est la fraction la plus agressive de ces monopoles et qui a besoin de la guerre pour vivre. Nos marchands d'armes, Dassault et consorts, sont le même type d'engeance que les Krupp qui ont mis Hitler au pouvoir. La restructuration participe bien évidemment au chaos, car elle s'accompagne de destructions d'entreprises, de la baisse des salaires, de la destruction de notre système social. Elle participe à réactiver la lutte des classes dans le pays. Le rôle des gouvernements est de préparer l'État à protéger la bourgeoisie de la lutte des masses populaires, ainsi que de préparer ces dernières à la guerre impérialiste. Le gouvernement français par exemple prépare ainsi la guerre contre son peuple : en juin dernier, le ministre de l'Intérieur présentait le dernier joujou commandé en 90 exemplaires : le char Centaure, pour un montant de 57 millions d'euros. Ce véhicule blindé attribué à la gendarmerie est destiné au maintien de l'ordre, il est doté d'un fusil mitrailleur capable de tirer 1 000 coups par minutes d'un calibre d'armes de guerre. Quelques mois plus tard, rebelote, avec une commande de grenades lacrymogènes avoisinant les 38 millions d'euros, pour un total de 5 millions de grenades, et plus si affinités. Parmi cette commande, au moins 280 000 grenades GM2L, lacrymogènes instantanées, classifiées comme armes A2, soit armes de guerre. Le précédent record en termes de commande de grenades de maintien de l'ordre atteignait « à peine » les 17 millions en 2018, alors au pic de la contestation des Gilets Jaunes.

Mais ne nous trompons pas d'époque, nous parlons de tendance à la guerre car nous ne sommes pas en guerre contre les Russes. Certains médias de gauche, comme "agauche.org" l'affirment et, sans le vouloir, appuient le courant belliciste dans le pays. C'est simple : pour réarmer il faut une raison, et cela passe par une propagande visant à détourner le peuple de ses propres intérêts. Si nous étions en guerre, nous serions mobilisés en masse dans l'armée et ce n'est pas le cas, ni de près ni de loin. Bien entendu, cette tendance implique la mobilisation de l'économie et la création d'une réserve ; idéologiquement aussi, il faut nous faire aimer l'armée. C'est le sens de toute l'immense opération de

séduction qui s'opère depuis des années autour des forces armées. La guerre en Ukraine est le prétexte pour faire passer en permanence des Généraux à la retraite à la télévision, qui ont leur mot à dire sur tout et n'importe quoi.

Nous disons bien « tendance », car objectivement les impérialistes n'ont aucun intérêt à une guerre directe. La raison est simple : derrière les deux dernières guerres mondiales il y a eu des révolutions prolétariennes à travers le monde. La première guerre mondiale a permis 1917 en URSS et la seconde a fait basculer un tiers de l'humanité dans le camp socialiste avec la Révolution Chinoise. La guerre est un monstre incontrôlable, c'est une véritable boîte de pandore que même les plus puissants des impérialistes ne peuvent soumettre. Elle a sa propre autonomie, sa propre marche, elle détruit tout mais permet toujours la venue d'un nouveau monde, dont la base est toujours la haine farouche pour les responsables du massacre. Les impérialistes engendrent des monstres, comme les Nazis, qu'ils finissent par ne plus contrôler. Nous pouvons être parfaitement sûrs qu'ils tenteront d'éviter une seconde "aventure nazie" qui a amené à l'affaiblissement drastique de leur propre impérialisme.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre que l'impérialisme cherche toujours la guerre par procuration pour imposer ses vues. Les USA ne veulent pas la guerre directe contre la Russie, du moins pas aujourd'hui. Ils utilisent donc la juste lutte de libération nationale des Ukrainiens pour affaiblir les Russes. Bien entendu, c'est dans l'intérêt actuel des Ukrainiens pour leur défense. Mais le scénario parfait pour les USA et les autres puissances secondaires comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni serait un effondrement interne de la Russie et une division du pays (les plans de partitions existent déjà). Mais la Russie est loin de s'effondrer et a l'air décidée à aller jusqu'au bout. Dans ce jeu terrible, les Ukrainiens risquent d'être les dindons de la farce avec un pays partagé en deux entre l'occupation Russe et un État fantoche dominé par les USA et les puissances secondaires. Bien entendu les vaillants Ukrainiens lutteront contre cette double occupation, mais pour cela il y a urgence pour eux de reconstituer des forces véritablement démocratiques.

C'est donc dans ce cadre d'une époque pleine d'instabilité que nous agissons. Mais cette époque est surtout faite d'espoir, car de fait et quoi qu'il se passe, tout ce contexte de crise réactive partout dans le monde la lutte des peuples pour la démocratie et la justice. Il est important de comprendre ce cadre pour lutter consciemment contre la réforme. Mais plus important pour nous, nous réarmer idéologiquement pour rebâtir un véritable mouvement démocratique, qui aura comme tâche de s'opposer à la guerre que nous prépare nos gouvernants. Il faut donc voir Macron pour ce qu'il est, le fidèle serviteur des puissances de l'argent, pas plus pas moins. Nous voyons donc l'importance absolue de reconstituer un véritable courant démocratique autonome de l'État et des puissances de l'argent. Un mouvement qui met la justice, le partage, la conscience de classe, la culture au centre de ses préoccupations. Seul un mouvement avec en son centre la classe ouvrière consciente peut s'opposer à la guerre. Lénine, en son temps, le disait : il faut transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, cela n'a jamais été autant nécessaire si nous ne voulons pas retomber dans la barbarie. ■

Quelle est la position juste face à la guerre en Ukraine ?

Le Comité de Rédaction de Nouvelle Époque a décidé de publier ce texte reçu par mail du Noyau d'Étude Marxiste (NEM) au sujet de la guerre en Ukraine, pour participer au débat d'idées dont le mouvement révolutionnaire a besoin.

Les moments de crise profonde permettent d'aller au fond des choses et d'en saisir toutes les contradictions. Le monde en 2023 est complexe, non pas parce que la situation n'est pas aussi claire qu'avant, mais parce que le Prolétariat est à peine en train de se reconstituer comme force centrale de l'Histoire. La guerre en Ukraine n'échappe pas à cela et des positions fausses émergent, dues à la faiblesse relative du camp révolutionnaire. Il est important de lutter sur la base de principes clairs, car le monde va continuer à se complexifier avec le développement d'une nouvelle vague de Révolutions prolétariennes et l'accentuation de la décomposition du système impérialiste mondial. **Trois principales positions erronées émergent et convergent en dehors de l'appui direct à l'OTAN, qui est porté par une pseudo-gauche opportuniste.**

La première, la plus évidente à réfuter, est celle qui fait de la Russie une victime des USA. C'est la position du vieux révisionnisme qui pense encore le monde en terme de blocs en lutte idéologique. La Russie n'a même pas un échantillon d'une quelconque politique anti-impérialiste, elle est une puissance impérialiste en décomposition avancée dont la seule force, qui lui permet de se maintenir, est sa capacité théorique de destruction des USA par le feu nucléaire. Elle est obligée pour se maintenir de tomber, tôt ou tard, dans l'alliance impérialiste qui se constitue autour du social-impérialisme chinois.

Les Russes sont les agresseurs de la nation ukrainienne. La Russie n'a pas été envahie, aucun soldat étranger ne foule son territoire. Au contraire, Poutine et sa politique néo-tsariste va jusqu'à nier l'existence de la nation ukrainienne. Il n'y a en Russie aucun reste de l'URSS du temps où elle était encore socialiste, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 1950. D'ailleurs, Poutine l'a plusieurs fois répété : la grande erreur des bolcheviks a été la question nationale en URSS. La politique actuelle de la Russie n'est que le résultat du révisionnisme initié par Khrouchtchev qui a détruit le socialisme pour remettre en place la barbarie capitaliste. Le comble de tout cela, c'est que ce sont les révisionnistes devenus ouvertement capitalistes qui ont poussé à l'implosion de l'URSS, la Russie ne voulant pas « payer » pour les Républiques plus pauvres.

Dans la même veine, nous avons la fausse excuse de « *défendre les populations du Donbass contre l'agression ukrainienne* ». Il est maintenant prouvé que l'Ukraine n'allait pas envahir le Donbass en 2022, la carte militaire de ce fatidique mois de février le prouve. Les populations du Donbass sont les victimes de l'impérialisme Russe tout comme la nation ukrainienne dont ils font partie. La défense des populations « Russes » – à vrai dire russophones – d'Ukraine est aussi un argument des plus cyniques, car ce sont aujourd'hui ces populations qui voient leurs vies détruites, leurs villages et villes rasées sous le feu de l'artillerie Russe. Personne ne vient libérer un pays en le détruisant si ce n'est les impérialistes.



La seconde des positions, c'est le « ni-ni ». C'est celle qui renvoie dos à dos Poutine et Zelensky, laquais de l'OTAN. Cette position qui affirme que Zelensky, donc par extension la résistance ukrainienne et plus largement la nation ukrainienne, est soumis à l'OTAN converge complètement avec le discours pro-guerre de Poutine. Comme disent les « spécialistes » de BFMTV, c'est le « *narratif Poutine* » que d'affirmer une convergence ; convergence qui vient de l'amalgame entre Zelensky et son gouvernement et les masses ukrainiennes. Ce discours est le plus compréhensible car il est, à première vue, le plus juste pour un révolutionnaire quand on voit la composition des forces dirigeant officiellement la résistance ukrainienne, mais surtout celles mises en avant. Le problème, c'est qu'on ne voit pas le principal et le secondaire dans cette affaire. C'est la position que porte notamment « Révolution permanente ».

La dernière des positions erronées, c'est affirmer que nous sommes entrés dans une nouvelle Guerre mondiale, voire que nous sommes déjà en guerre. C'est la position notamment du média A Gauche (agauche.org). Là aussi, cette position converge avec le « *narratif* » de Poutine. C'est aujourd'hui son principal argument pour envoyer se faire massacrer son peuple : la Russie est en guerre contre l'OTAN car aujourd'hui, face au revers militaires, la « *dénazification de l'Ukraine* » ne suffit plus pour mobiliser. Il ne s'agirait plus de l'Ukraine mais d'une guerre ouverte contre l'OTAN, une guerre où la Russie joue son existence en tant que Nation. Non seulement cette position appuie Poutine, mais aussi la mobilisation pour la guerre ici en Europe. Il faudrait se réarmer massivement, parce que la guerre est déjà là – voilà ce que nous crient les impérialistes les plus agressifs. Si nous étions en guerre ouverte, nous serions mobilisés et nous serions en train de combattre sur le front du Donbass. Il n'y a pas, aujourd'hui, de troupes US, britanniques, françaises ou allemandes qui combattent officiellement contre les Russes. Il y a les services de renseignements de l'OTAN qui renseignent, des « *conseillers techniques* » qui forment, des mercenaires qui barourent, mais pas de corps expéditionnaires comme en Irak.

Il ne faut pas se tromper d'époque : ni les USA, ni les puissances inféodées à l'OTAN, dont la France, ne veulent une guerre ouverte avec la Russie. Les USA l'ont répété plusieurs fois : même l'utilisation tactique du feu nucléaire contre l'Ukraine ne déclencherait pas une guerre généralisée. Aujourd'hui, les économies occidentales ne sont pas prêtes à un tel choc et elles n'y ont aucun intérêt. Comme nous le répétons dans tous nos articles, la guerre inter-impérialiste est une boîte de pandore dont les acteurs perdent le contrôle.

Par contre, la volonté des impérialistes opposés aux Russes est d'utiliser l'Ukraine à la manière de la Pologne, comme future base d'attaque contre la Russie, en les surmilitarisant et, bien entendu, en les dominant totalement politiquement et économiquement, ce qui va de pair.

La peur de la guerre inter-impérialiste, c'est-à-dire nucléaire, est un dispositif antirévolutionnaire qui ne doit pas nous tromper. Comme nous l'a enseigné le leader révolutionnaire chinois, le Président Mao, nous n'avons pas à avoir peur de la guerre impérialiste, nous devons la transformer en son contraire, la seule guerre juste, la guerre révolutionnaire.

QUELLE EST DONC LA POSITION JUSTE AU SUJET DE LA GUERRE EN UKRAINE ?

Les faits sont là : depuis un an maintenant, une guerre totale est menée contre la nation ukrainienne par l'impérialisme russe. Des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés et un pays en ruine – voilà le résultat de la prétendue « opération spéciale ». C'est la résistance héroïque du peuple ukrainien, malgré le régime de traître soumis aux intérêts US dirigé par Zelensky, qui a empêché que les Russes ne remplissent leur but de guerre. C'est la mobilisation générale des masses qui a évité la défaite totale lors du premier acte de l'invasion russe. Ce n'est pas comme il peut être dit par les renseignements US, le fait de « l'opération ratée de l'aéroport d'Hostomel » qui a évité la chute de l'Ukraine, mais la mobilisation générale du peuple dans les unités territoriales, qui ont harcelé sans relâche les troupes d'invasion. Cette page héroïque restera dans l'histoire comme un grand moment d'affirmation de la nation ukrainienne.

La principale contradiction est entre la nation ukrainienne opprimée par l'impérialisme et l'impérialisme russe. Tout cela est indépendant du caractère de classe du régime de Kiev, totalement soumis aujourd'hui aux intérêts de différentes puissances impérialistes, principalement aux impérialistes US. Le caractère de classe du régime de Kiev est secondaire dans l'affaire. Un quelconque amalgame entre le principal et le secondaire vient nier le droit à l'indépendance et à la souveraineté de la nation ukrainienne et de fait converge avec les intérêts russes.

Cette guerre se place donc dans le cadre de la contradiction principale dans le monde, qui est entre les nations opprimées et les impérialistes. Mais la contradiction inter-impérialiste, bien que secondaire, est évidemment très importante à saisir, comme nous l'explique le périodique en ligne *Internationale Communiste (ci-ic.org)* :

«La contradiction inter-impérialiste a également atteint une expression aiguë. Le plan à long terme des États-Unis est d'encercler et finalement de vaincre leur seul équivalent nucléaire, et les contre-mesures russes pour reprendre les positions perdues sont le facteur clé qui a conduit à la guerre. Les intérêts déclarés des Yankees sont que la Russie soit enfermée dans une « guerre sans fin », qu'elle gaspille ses ressources et qu'elle soit contrainte d'immobiliser l'essentiel de ses forces conventionnelles sur le front occidental, que l'Ukraine devienne en ce sens un bastion entièrement militarisé et que ses « alliés » au sein de l'OTAN soient contraints de s'aligner sur son plan stratégique, dont le principal objectif est le social-impérialisme chinois. Dans ce contexte, les intérêts des autres impérialistes (notamment l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et la Chine) sont en contradiction avec ceux des impérialistes russes et américains, mais ils n'ont pas d'autre choix que de s'aligner sur l'une des deux super-puissances nucléaires. Aucun de ces impérialistes n'a aujourd'hui intérêt à déclencher une guerre mondiale. Même l'utilisation éventuelle d'armes nucléaires tactiques par la Russie ne déclencherait pas de réponse nucléaire de la part des Américains, comme leurs représentants politiques l'ont déclaré à maintes reprises. Par conséquent, se concentrer sur le danger d'une guerre mondiale – un danger qui sera

toujours présent tant que l'impérialisme continuera d'exister – est une erreur politique qui conduit à la conciliation même avec les intérêts de l'impérialisme russe au prétexte « d'éviter la guerre ».»

Le périodique continue en expliquant que c'est par cette contradiction externe (la lutte inter-impérialiste) que se développe la contradiction interne de la nation ukrainienne. Il est évident que le régime de Zelensky est en opposition totale avec les intérêts du peuple et donc de la Résistance. Il a supprimé toute opposition, tout droit démocratique des travailleurs. La censure et la répression de toute organisation autonome et indépendante est écrasée par le régime ou par les milices fascistes sur lesquelles il s'appuie. La guerre est dirigée par les USA, et ne répond qu'à leurs intérêts. Les « kriegspiels » organisés dans les bases de l'OTAN en Allemagne montrent que l'État-major ukrainien n'est qu'un exécutant de la volonté américaine. La guerre ne s'appuie que sur les armes données « gracieusement » par l'OTAN et l'envoi à la boucherie du peuple, vu comme consommable comme en ce moment à Bakhmut. Le but des USA étant d'épuiser la Russie dans une guerre longue, mais pas de libérer l'Ukraine. D'ailleurs les impérialistes parlent ouvertement de négociation avec la Russie rentrant en contradiction avec les masses ukrainiennes exigeant la libération totale du pays. Si la guerre était véritablement populaire la stratégie serait toute autre et la guérilla serait au centre, comme au premier moment de l'invasion. Seule la guérilla peut épuiser matériellement et moralement un puissance comme la Russie, qui, loin des bavardages médiatiques, a encore de grandes ressources pour mener son entreprise de mort.

Il est évident que pour qu'une résistance populaire voit le jour et suive le chemin juste pour la lutte de libération nationale, il faut une organisation révolutionnaire qui porte les intérêts démocratiques de la nation, c'est-à-dire qui ne soit pas soumise au bon vouloir des impérialistes. Cette organisation n'existe pas et donc la contradiction entre la juste lutte de libération nationale et le gouvernement de traîtres à Kiev va s'accroître. Tôt ou tard, ce régime trahira ouvertement les intérêts de la nation en négociant avec les Russes un status quo sous supervision des USA. C'est déjà ce que propose d'influents think tanks US. Les impérialistes ont conscience qu'à un moment donné, les bénéfices de cette guerre peuvent se transformer en son contraire. A ce moment-là, les contradictions imploseront, les masses ukrainiennes se révolteront contre les traîtres et prendront leur destinée nationale en main.

Notre devoir, comme révolutionnaires et démocrates, est d'appuyer les anti-impérialistes et démocrates sincères qui sont présents dans la Résistance ukrainienne. En tant qu'internationalistes, nous devons promouvoir l'amitié entre les peuples face à l'instrumentalisation des impérialistes. Défendre la culture, notamment Russe, contre la tentative anti-démocratique de « barbarisation » ; défendre l'amitié entre les peuples russes et ukrainiens qui a fermement existé lorsque l'URSS était encore socialiste ; s'opposer à la banalisation du fascisme au nom de la lutte pour l'Ukraine, notamment la banalisation du génocidaire anti-peuple Stefan Bandera ou encore du mensonge de l'Holodomor, sont des nécessités démocratiques, car derrière tout ça se cache l'anticommunisme le plus cru, ennemi de toute entreprise d'émancipation humaine.

Il est bien sûr urgent de lutter contre la guerre d'agression russe mais aussi contre le bellicisme des impérialistes et en premier ordre du notre, le français, très actif sur le front sud de l'OTAN, en Roumanie et en Grèce. La France, comme puissance impérialiste de second rang, ne peut que s'arquebouter sur son armée pour tenter d'avoir quelques miettes de ce qui restera du gâteau ukrainien, mais aussi de se positionner pour les futures guerres de repartage du monde. Choisissons le camp du peuple et saluons la juste lutte de libération nationale des masses ukrainiennes, luttons contre la guerre impérialiste, ennemi des peuples du monde. ■

51 ans après, Pierre Overney vit dans nos luttes !

A l'occasion du 51^{ème} anniversaire de l'assassinat du militant révolutionnaire Pierre Overney par la milice patronale de Renault, nous republions un texte de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire, écrit l'année dernière. Ce texte est trouvable sur leur site internet, liguejr.wordpress.com

HÉROS ET HÉROÏNES DU PROLÉTARIAT DE FRANCE - PIERRE OVERNEY

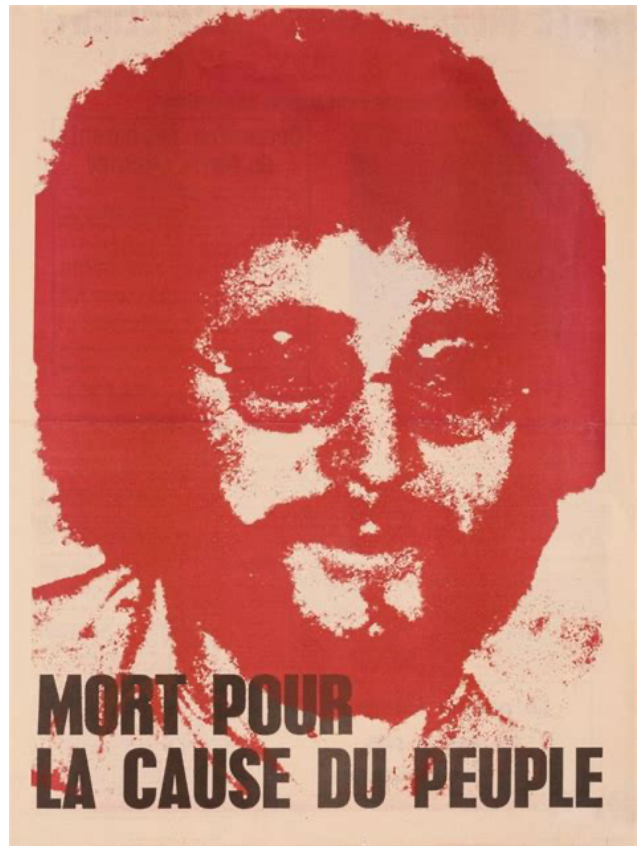
UN JEUNE OUVRIER ET MILITANT MAOÏSTE

Pierre Overney était un ouvrier et militant maoïste, membre de la Gauche Prolétarienne (GP), qui a milité depuis les débuts de l'organisation en 1968 jusqu'à son assassinat en 1972. La Gauche Prolétarienne est une organisation née de la volonté de membres d'anciennes organisations de jeunesse communistes de fonder une organisation de combat prompte à porter les aspirations de la jeunesse, loin du révisionnisme ambiant. Fondée en 1968 et auto-dissoute en 1973, cette organisation compte entre 3 000 et 5 000 membres, pour un courant de sympathie comptant des centaines de milliers de personnes. Elle a réuni la jeunesse révolutionnaire du pays alors que le monde entier connaissait l'onde de choc portée par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine, dans la grande lutte entre la révolution et la contre-révolution (qui avait alors triomphé en URSS, où une nouvelle bourgeoisie avait repris le pouvoir) au niveau mondial.

Dès sa création, la GP va rapidement se démarquer des autres organisations « révolutionnaires » ou d'extrême-gauche. Présente sur tous les fronts, la GP va axer son travail sur plusieurs domaines. Ainsi elle va s'implanter principalement dans les usines, là où se trouve le cœur du prolétariat. Elle va notamment être présente dans les usines Renault à Billancourt et sur Paris. De par ce fait, elle va également organiser le prolétariat immigré, en impulsant par la suite le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA), vaste mouvement rassemblant des milliers de membres.

La GP va également assurer une forte présence sur les universités afin de ne pas laisser la jeunesse aux organisations révisionnistes ou bourgeoises, et va connaître un grand succès dans cette entreprise. La GP considérait que les étudiants issus de la bourgeoisie ne servaient à rien s'ils n'allaient pas à la rencontre des masses. Peu importe son origine de classe, ce qui importe, c'est dans quel sens on agit. De par son dynamisme et sa volonté réellement révolutionnaire, la GP va recruter de nombreux étudiants qu'elle formera ensuite au Travail de Masse, en les emmenant notamment sur leurs luttes lors des occupations d'usines, ou des actions au cœur des quartiers contre le mal-logement.

De par sa conscience idéologique poussée, c'est tout naturellement que la GP se positionne pour la défense et la libération de la Palestine, ce qui à l'époque constituait une franche rupture et était très mal vu de l'opinion publique. Le camarade Pierre Overney, dit Pierrot, était notamment très actif dans ces Comités Palestine. Cette volonté de libéra-



tion de la Palestine était à portée révolutionnaire, comme le disaient eux-mêmes les camarades à l'époque : « *la guerre populaire, seul moyen pour le peuple palestinien de récupérer ses droits historiques et légitimes* ». Leur soutien à la Palestine se traduisait au quotidien par des actes concrets et déterminés : nous pouvons notamment prendre l'exemple de la manifestation en soutien à la Palestine où des militants de la GP participant à la manifestation sur Paris ont intégralement saccagé l'ambassade d'Israël en soutien à la lutte du peuple palestinien.

Originaire d'une petite ville de Picardie, d'un père ouvrier agricole et d'une mère sans profession, Pierre Overney passe son adolescence dans les travaux agricoles puis à l'usine, sans formation. À l'âge de 18 ans, il s'installe à Paris et travaille sur les chaînes de montage dans l'automobile. Il fait son service militaire en 68 et profite d'une permission pour participer aux manifestations, il voit son temps de service allongé pour insubordination. Une fois son service terminé, il intègre la Gauche Prolétarienne dès sa fondation, où il devient un militant actif. Combatif, il est licencié après avoir tagué les voitures des cadres de Citroën. Il travaille ensuite chez Renault où son chef de service reçoit un pot de peinture pour protester contre les licenciements et le harcèlement de la hiérarchie contre les ouvriers, et il est à nouveau licencié pour avoir vendu *la Cause du Peuple*, le journal de l'organisation. À seulement 23 ans, Pierrot avait fait le choix de se battre de toutes ses forces pour changer le monde, et vaincre la bourgeoisie. Il était de tous les combats, Comité Palestine, diffusion de la Cause du Peuple, et très actif dans les actions



Cortège funéraire de Pierre Overney, le 4 mars 1972. Plus de 400 000 personnes sont présentes pour rendre hommage à Pierrot

de la GP.

Si la GP a eu un tel succès à l'époque, c'est grâce à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la GP était une organisation de combat politique et pratique. Pas de discours à l'Assemblée Nationale, ou de jérémiades sur les plateaux téléés, comme nos pseudos « communistes » ou révolutionnaires d'aujourd'hui. La GP avait deux devises très marquantes, « *Rendre coup pour coup* » et « *Pour un œil, les deux yeux, et pour une dent la gueule entière* ». Ces devises étaient très régulièrement mises en pratiques. Lorsque qu'un petit chef usait de son pouvoir au sein d'une usine, la GP envoyait un commando le remettre à sa place. Lorsque le rythme des cadences étaient trop élevées, la GP pratiquait le sabotage sur les chaînes de travail au cœur de l'usine. La GP était également au cœur des masses, et luttait pour elles de façon concrète et au quotidien. Ainsi de multiples logements étaient réquisitionnés pour loger dignement des habitantes des quartiers, des tickets de métro étaient réquisitionnés pour que les ouvriers ne payent pas pour aller travailler. **Ce que la GP disait, elle le mettait en action - nous sommes à des lieues de ce que les pseudo-révolutionnaires font aujourd'hui.**

De plus, suite aux accords de Grenelles et à la trahison ultime des directions syndicales, la GP va se forger dans la lutte contre les pourritures de

directions syndicales, notamment au sein de la CGT. Il était courant que de nombreux affrontements aient lieu entre ces deux organisations. Il est aujourd'hui facile de se rendre compte que les directions syndicales ne sont pas le cœur ardent de la révolution et que bien souvent elles ne représentent personnes à part elles-mêmes et leur bureaucratie. Mais à l'époque, c'était une fois de plus une rupture majeure. Tout comme le fait qu'à son époque la GP ait dénoncé et combattu le révisionnisme du P « C » F, qui aujourd'hui est un fait acté mais qui à l'époque était source de tensions. La GP, et donc Pierrot, sont une inspiration encore aujourd'hui de par leur combativité et leur lien profond avec les masses opprimés du pays.

Pierrot enfin, est mort assassiné le 25 février 1972, alors qu'il tractait avec des camarades devant l'usine Renault Billancourt pour appeler à une manifestation en commémoration du massacre de Charonne, commis 10 ans auparavant. Auparavant ouvrier dans cette même usine, Pierrot est resté jusqu'au bout fidèle au drapeau rouge et à ses convictions. En effet, alors qu'un ancien parachutiste, déployé en Algérie, le chien de la milice patronale Jean-Antoine Tramoni a sorti son pistolet en menaçant Pierrot, celui-ci serait resté et aurait dit « *vas-y tire !* » affrontant la mort comme tout bon révolutionnaire, en face et la tête haute. Mort sur le coup, le camarade à tout de même

été vengé quelques années plus tard par des ex-membres de la GP qui ont à leur tour assassiné le chien Tramoni. Les obsèques de Pierrot ont rassemblé quelques 400 000 personnes sur Paris, drapeau rouge flottant bien haut en tête du cortège et animé de la conviction que Pierrot n'est pas mort tant que nous continuons à lutter !

Car lorsque nous abordons la question de la Révolution, nous abordons aussi la question de la vie et de la mort. En fin de compte, nous mourrons un jour, mais pourquoi aura-t-on vécu ? Vivre pour le peuple ou vivre pour des intérêts égoïstes, c'est un choix que nous pouvons faire. Mourir pour le peuple, c'est vivre pour le peuple et donner ainsi tout son sens à notre existence. Pierre Overney est mort pour la cause du peuple, et ainsi il vit à jamais dans les luttes du prolétariat français et mondial. Pierrot n'est pas mort en vain, il vit au travers de nos luttes et est un exemple quotidien et au combien exaltant pour la Jeunesse de notre pays.

Pierrot, héros de la classe ouvrière, à jamais à l'avant-garde de nos luttes !

Nous vous conseillons la lecture du livre rédigé par d'anciens membres de la Gauche Prolétarienne : « Les nouveaux partisans, histoire de la Gauche Prolétarienne » ainsi que le livre de Robert Linhart « L'Établi » qui relate le quotidien de la lutte dans une usine. ■

Les révolutionnaires, la Révolution et les universités



Les êtres humains sont le reflet de la société dans laquelle ils vivent. C'est-à-dire que la manière dont nous appréhendons les choses, nos pensées, sont aussi le reflet du monde matériel dans lequel nous évoluons. C'est ce qu'affirme la conception marxiste du monde, c'est ce qui se nomme le matérialisme en philosophie. Dans une société façonnée par le capitalisme, spontanément les gens auront une façon de voir le monde qui reflète ce système – bien entendu de manière plus ou moins profonde. Idéologiquement, le capitalisme porte l'idéalisme et le subjectivisme. L'idéalisme c'est « la position selon laquelle toute réalité se ramène à des déterminations de l'esprit, qu'il s'agisse d'"idées", de représentations mentales ou de déterminations plus subjectives comme les 'expériences sensibles' ou les sensations » ; c'est ramener l'existence entière à celle du sujet, de la pensée. Partant de là, nous comprenons comment les universités sont le reflet de la décomposition de l'impérialisme en crise profonde. Sur les campus, nous croisons une concentration de sujets écrasés culturellement et politiquement par cette crise abyssale, qui frappe la civilisation du profit et de la Bourse. Plus qu'ailleurs, la dépression du vieux monde est frappante. Les corps et les énergies sont vidées, la rébellion n'existe plus, la conformité de la société du « chacun pour sa gueule » paraît avoir triomphé.

Les étudiants sont particulièrement touchés par l'idéalisme et le subjectivisme, car ce sont les universités qui dans nos sociétés ont la fonction de « produire du savoir » par le biais de « la recherche » ; c'est-à-dire qu'elles participent directement à la production de la superstructure idéologique de la société. Les étudiants sont majoritairement issus des couches intermédiaires (la petite-bourgeoisie) coincées entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les révolutionnaires ont besoin de gagner ces couches qui sont très développées dans un pays impérialiste comme la France, sinon la Révolution ne pourra pas triompher. Les gagner, c'est éviter qu'elles tombent dans la contre-révolution.

Il faut comprendre que la base de la société c'est l'in-

frastructure, la base économique, la division de classe. La superstructure, c'est ce qui chapeaute tout cela : l'idéologie, la politique, la culture, etc. La superstructure est le reflet de l'infrastructure, mais la dialectique n'est pas absente car la superstructure elle aussi influence l'infrastructure (avec les lois, par exemple). Nous ne pensons et vivons pas la vie de la même manière dans un système capitaliste et socialiste. Notre relation à chaque moment de la vie sociale est complètement différente. Nous disons bien tout, c'est-à-dire que les relations amoureuses, la façon de penser la mort, la fatigue, la dépression, etc., sont vues d'une façon complètement différente.

Dans le cadre d'une société divisée en classes, les universités sont d'une importance stratégique pour le besoin idéologique de la reproduction capitaliste. C'est pour cela qu'elles ont une position à part qui est contradictoire : d'un côté le monde universitaire est coupé de la production et donc de la société, et de l'autre il doit produire de « la recherche » sur la société qui puisse ne pas nuire au capitalisme. Nous parlons spécifiquement des facultés de sciences humaines, qui sont les plus importantes au niveau stratégique pour la domination idéologique. Leur rôle historique et stratégique, selon la bourgeoisie, est de tenter de rendre inopérant le Marxisme par divers dispositifs. Bien entendu, c'est peine perdue, car le Marxisme est conforme au monde réel, il n'est pas une production intellectuelle ex-nihilo : il existera tant qu'existera une société de classe. Les dispositifs sont divers et se sont transformés avec le temps, mais la base est la même : le Marxisme serait « dépassé » ou « incomplet ».

Le cœur du Marxisme, c'est la lutte des classes, et c'est donc celle-ci qui serait dépassée – ou, lorsque c'est avancé plus finement, seulement sa « centralité », ce qui revient au même. Il fallait remplacer, détourner ou travestir la compréhension marxiste avec de nouveaux concepts, comme « l'intersectionnalité » dont la base sont « les oppressions ». Les pluriels sont extrêmement importants, car le sujet révo-

lutionnaire marxiste – le prolétariat dont le cœur est la classe ouvrière – se transforme en une multitude de sujets. Les sujets sont dès lors divisibles à l'infini (sexe, ethnique, religion, etc.), C'est la course au sujet le plus opprimé. Le sujet « *pro-létaire* » a quasiment disparu des matrices et s'il subsiste, il n'est qu'une chose parmi tant d'autres, ce qui lui enlève dans les mots toute puissance révolutionnaire. Il n'y a plus de bourgeoisie mais « *des dominants et des dominés* », et la plupart du temps le problème vient des « *dominés* » qui ne seraient pas suffisamment « *déconstruits* » pour marcher vers l'émancipation. Le meilleur exemple du rôle de ces concepts, c'est la stratégie de la CIA d'imposer la « *French Theory* » (Foucault et consorts – le postmodernisme/relativisme) dans les facs américaines, meilleure antidote face au Marxisme.

Bien entendu tout cela n'est pas conforme à la société dans laquelle nous vivons, où il y a toujours deux classes antagoniques, la bourgeoisie et le prolétariat. Poussé à l'extrême, ce corpus d'idées vient faire ressurgir les monstres du passé comme les « *racés* » (concept réactionnaire, et peu importe s'il est question d'un sujet politique ou non), nie la science en niant la biologie, impose l'essentialisation et le relativisme, et va contre l'Universel. L'émancipation devient une quête individuelle où le collectif est secondaire. La déconstruction serait le moyen pour faire la Révolution, il n'est donc plus question de conquête de pouvoir par la violence révolutionnaire. Tout se concentre autour du « *je* » et du « *moi* », ce qui plonge les gens dans un mal-être constant, la vie étant de toute manière absurde car à la fin on meurt tous. Tout cela est profondément réactionnaire, car cela va contre la longue marche de l'Homme du règne de la nécessité à celui de liberté, qui est une immense marche vers l'Universel, l'émancipation ne pouvant être que collective. L'extension du capitalisme qui a envahi chaque centimètre carré de notre Terre a son contraire : le prolétariat qui lui aussi est, aujourd'hui, Universel. Le prolétariat est une classe unique dans le monde. Il a bien sûr des différences nationales (ethniques, culturelles) mais le principal c'est que le système est partout le même – d'une forme, certes, plus ou moins développée – et que donc l'émancipation prendra forcément les mêmes formes.

Nous nous devons de lutter dans les facs contre cette

chape de plomb réactionnaire qui empêche les étudiants de s'émanciper mais surtout et principalement de participer à l'émancipation du genre humain, c'est à dire à la Révolution Socialiste.

Affirmer les concepts et les principes, défendre la science, dans la lutte idéologique dans les universités est une nécessité pour combattre l'antimarxisme qui fait partie du processus de réactionnarisation. Assumer et porter des concepts comme « *prolétariat* », « *classe ouvrière* », « *masses* », « *Révolution Socialiste* », « *lutte des classes* », « *unité de la classe* » est une partie importante de la lutte idéologique, car la volonté est de rendre caduque le Marxisme et donc de nier son contenu. Il faut propager le matérialisme dialectique, la philosophie marxiste, en expliquant concrètement ce que cela signifie, c'est d'une extrême importance car c'est le seul instrument qui a le pouvoir de nous faire comprendre l'ensemble du monde matériel, ses problèmes et comment les régler.

Mais cela n'est pas suffisant pour développer une Nouvelle Culture – car là est l'enjeu, et nous parlons d'enjeu de civilisation -, il faut que les étudiants se confrontent au monde de la production et au prolétariat, la seule classe qui n'a rien à perdre. C'est la pratique, l'expérience, en luttant avec les masses populaires qui nous fait comprendre la totalité des problèmes idéologiques qu'affrontent les universités sou-mises à une chape de plomb réactionnaire. La lutte concrète est la plus grande des écoles et nettoie la montagne d'ordure que nous avons accumulé au fil des ans. Les Comités Populaires d'Entraide et de Solidarité dans les quartiers peuvent notamment servir aux étudiants à cette « *prolétarisation idéologique* » avant de passer à la « *prolétarisation pratique* ». Les étudiants ont besoin de vivre et de lutter avec les masses avant de travailler avec elles.

Il faut que l'université redevienne un foyer révolutionnaire en liant les étudiants au monde réel, voilà l'enjeu de l'Époque. Pour leur position stratégique dans la superstructure idéologique, les universités sont un front de lutte entre Révolution et contre-révolution. Le courage est la vertu principale dans la lutte à mener dans les facs, car la décomposition est très avancée. ■

LE DOCUMENTAIRE "PEOPLE OF THE SHINING PATH" EST MAINTENANT DISPONIBLE SUR LA CHAÎNE YOUTUBE À L'ASSAUT DU CIEL !

Découvrez cette page importante de l'histoire du Marxisme qu'est la Guerre Populaire au Pérou, vue à travers les yeux de journalistes britanniques vers la fin des années 80. Version sous-titrée et d'une qualité visuelle supérieure à celles déjà trouvables sur Youtube.



Nouvelles internationales



Une lutte massive est en cours au Mexique, soutenue par une campagne internationale, contre un mégaprojet soutenu par l'impérialisme US dans l'isthme de Tehuantepec. "L'Isthme est à nous - développons la révolution agraire et anti-impérialiste !"



Au Brésil, lors d'une manifestation massive des infirmières, les femmes en lutte brandissent le journal révolutionnaire *A Nova Democracia* pour exprimer leurs revendications. La situation révolutionnaire s'accélère de plus en plus.



La Guerre Populaire en Inde, révolution anti-impérialiste et démocratique, dirigée par le Parti Communiste d'Inde (maoïste) se développe toujours plus, avec de nombreuses actions ces dernières semaines. Des dizaines de forces génocidaires anti-guérilla ont été abattues récemment, alors que des grandes fêtes et rassemblement organisés dans les zones rouges libérées ont rassemblés des dizaines de milliers de personnes. L'influence des révolutionnaires s'étend à des endroits jusqu'alors "épargnés", signe d'un nouveau développement.

SOUTENEZ-NOUS !

Nouvelle Époque est un journal qui a pour objectif de diffuser tout ce que le monopole des médias bourgeois condamne ou passe sous silence. Il doit servir à propager nos luttes, nos organisations de quartier, notre vision de l'actualité et du monde ; c'est un programme colossal.

Pour réaliser cet objectif, Nouvelle Époque doit être diffusé dans tout le pays, principalement dans les quartiers populaires, là où se trouvent les forces de la révolution. Nous nous dotons donc d'une édition imprimée nationale, qui est diffusée dans de nombreuses villes par des militants dévoués. Cette édition doit servir de support d'organisation : parlons de Nouvelle Époque à nos collègues, à nos amis, notre famille, aux voisins, pour diffuser la voix du peuple et contrer les médias dominants qui ont tous le même son de cloche !

ABONNEZ-VOUS

nouvelle-epoque@protonmail.com

**REJOIGNEZ LE RESEAU DE
DISTRIBUTION**